

11 juin 2025 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

CAMEROUN

Régions anglophones : situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.



Cofinancé par
l'Union européenne

Résumé

La crise sociopolitique qui a débuté en octobre 2016 au Cameroun dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) s'est muée fin 2017 en situation de violences armées. Plusieurs sources rapportent une escalade générale de la violence depuis 2023. Les affrontements directs entre les séparatistes armés et les forces camerounaises se sont intensifiés, parallèlement à une montée exponentielle des attaques visant les civils.

Les groupes séparatistes armés sont de plus en plus désorganisés et concurrents. La plupart ont délaissé leurs revendications idéologiques et ont adopté, au sein d'une multitude de groupes armés, des pratiques relevant de la criminalité. La dynamique du conflit dans les régions anglophones a changé à mesure que la crise est devenue de plus en plus lucrative, les groupes armés ayant élargi leurs sources de revenus en recourant aux enlèvements et à l'extorsion des populations. Des taxes en guise de participation à l'effort de guerre sont imposées sur les activités économiques et sociales. Le non-paiement de ces impôts aux séparatistes expose les civils à des représailles potentiellement mortelles, tandis que leur paiement peut être perçu par les forces gouvernementales comme une collusion avec les séparatistes, entraînant également des représailles.

La frontière entre les actes de violence ciblés et politiquement motivés et les activités criminelles est de plus en plus floue. Des violations des droits humains sont commises tant par les groupes armés que par les forces gouvernementales. Les groupes armés sont responsables d'enlèvements contre rançons, d'extorsion, d'homicides et d'attaques ciblées. Les forces camerounaises sont accusées de mener des opérations punitives sous forme de raids sur des villages, de procéder à des tortures, des pillages, des exécutions extrajudiciaires ainsi qu'à des arrestations et détentions arbitraires. Des violences basées sur le genre sont perpétrées par les deux camps. Les auteurs d'exactions restent largement impunis selon les observateurs.

La violence impacte de manière disproportionnée les populations civiles, qui en sont à présent les premières victimes. Les séparatistes visent en particulier les civils qu'ils soupçonnent de collaborer avec les forces gouvernementales et ceux qui refusent de se soumettre aux consignes imposées. Les forces de défense et de sécurité mènent des représailles contre les personnes qu'elles estiment soutenir les combattants armés. Les civils sont également des cibles d'enlèvements contre rançons et d'extorsion, ayant comme principal but de financer les groupes armés.

La population civile est affectée quotidiennement par le conflit, y compris par les déplacements forcés, les pertes de moyens de subsistance et les difficultés d'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation. Aller à l'école reste dangereux pour les enfants et les enseignants. Des milliers d'enfants déscolarisés risquent des violations de leurs droits par les diverses parties combattantes ainsi que d'être recrutés par des groupes armés. Les enfants sont davantage exposés aux mariages précoces et à la nécessité de travailler. L'accès aux services de santé, déjà limité en temps normal, est encore affaibli par l'insécurité : les attaques sur les infrastructures de santé ont entraîné une fuite du personnel de santé ; des centres de santé ont fermé et d'autres ne sont plus que partiellement opérationnels. L'impact du conflit sur la santé mentale est également important. L'insécurité met l'économie des régions anglophones en crise et perturbe directement les activités agricoles, limitant l'approvisionnement alimentaire. Les *lockdowns* et les journées villes mortes continuent à être imposés par les séparatistes et perturbent la circulation interne et les activités économiques. Les déplacements entre les différentes régions du pays sont possibles, dans des conditions de sécurité imprévisibles en raison du risque d'attaques et de la présence de postes de contrôle sur les routes, tenus à la fois par les groupes armés et par les forces de sécurité. En outre, l'accès aux services publics de base est sensiblement entravé par l'insécurité persistante.

Les violences sont largement contenues au sein des régions anglophones du pays et y sont plus prononcées au Nord-Ouest qu'au Sud-Ouest. Les séparatistes se montrent plus actifs dans les zones

rurales, reculées et peu développées. La présence militaire est renforcée dans les villes, mais elle ne suffit pas à empêcher les incidents sécuritaires. À Buea, les incidents violents majeurs sont rares, mais des arrestations massives et des détentions arbitraires y sont fréquentes. À Bamenda, la violence persiste en ville, avec des explosions, des attaques de représailles et des enlèvements. La criminalité est en hausse dans les deux villes. La fragmentation des groupes armés séparatistes et le déploiement du banditisme ont mené à quelques actions limitées dans des localités francophones limitrophes des régions anglophones, situées au Littoral et à l'Ouest.

L'insécurité contraint plus de 580.000 personnes à se déplacer à l'intérieur des deux régions anglophones ainsi que dans les régions francophones voisines de l'Ouest, du Littoral et du Centre. Au sein des régions anglophones, les déplacements sont majoritairement pendulaires et temporaires en fonction des épisodes de violence. Les anglophones se réfugient également en nombre dans la zone francophone. De manière générale, la situation humanitaire des déplacés est précaire. Les tensions entre les déplacés et les communautés d'accueil augmentent à mesure que la crise perdure, car ces dernières ont de plus en plus de difficultés à subvenir à leurs propres besoins. Les autorités n'exercent pas une politique de discrimination voulue à l'égard des déplacés en régions francophones. Il est néanmoins possible que des anglophones soient discriminés volontairement ou non, notamment sur la base linguistique. Spécifiquement, les personnes dépourvues de documents d'identité risquent d'être arrêtées ou rackettées à l'occasion de contrôles de police.

Summary

The socio-political crisis that began in Cameroon's English-speaking North-West and South-West regions (NOSO) in October 2016 escalated into armed violence at the end of 2017. Several sources have reported a general escalation of violence since 2023.

Direct clashes between armed separatists and Cameroonian forces have intensified, alongside an exponential rise in attacks targeting civilians. The armed separatist groups are increasingly disorganised and competing with each other. They are becoming increasingly disorganised and are competing with each other. Most have abandoned their ideological demands and adopted criminal practices within a multitude of armed groups.

The dynamics of the conflict in the English-speaking regions have changed as the crisis has become more lucrative. Armed groups are expanding their sources of income through kidnapping and extorting the population. Taxes are imposed on economic and social activities as a contribution to the war effort. Failure to pay these taxes to the separatists may result in lethal reprisals against civilians, while paying them may be perceived by government forces as collusion, which may also lead to reprisals.

The line between targeted and politically motivated acts of violence and criminal activity is becoming increasingly blurred. Both armed groups and government forces are guilty of human rights violations. Armed groups are responsible for kidnapping for ransom, extortion, killings and targeted attacks. Cameroonian forces are accused of conducting punitive operations in the form of raids on villages, torture, looting, extrajudicial executions, and arbitrary arrests and detentions. Gender-based violence is perpetrated by both sides. According to observers, the perpetrators of abuses remain largely unpunished.

The violence disproportionately affects the civilian population, who are now its main victims. The separatists particularly target civilians they suspect of collaborating with government forces and those who refuse to comply with the rules imposed. The defence and security forces carry out reprisals

against people suspected of supporting armed combatants. Civilians are also targeted for kidnapping for ransom and extortion, mainly to finance armed groups.

The civilian population is affected daily by the conflict, through forced displacement, loss of livelihoods and difficulties in accessing basic services such as health and education. Going to school remains dangerous for children and teachers. Thousands of children who are out of school are at risk of rights violations by various combatant groups and of being recruited by them. Children have become more vulnerable to early marriage and forced labour. Access to health services, which was already limited in normal times, is further weakened by insecurity: attacks on health infrastructure have caused health personnel to flee; health centres have closed and others are only partially operational. The impact of the conflict on mental health is also significant. Insecurity is plunging the English-speaking regions' economy into crisis, directly disrupting agricultural activities and limiting food supplies. Lockdowns and "ghost town" days continue to be imposed by separatists, disrupting internal movement and economic activities. Travel between different parts of the country is possible, but security conditions are unpredictable due to the risk of attacks and the presence of roadblocks manned by both the armed groups and the security forces. In addition, access to basic public services is significantly hampered by ongoing insecurity.

Violence is largely contained within the English-speaking regions of the country and is more pronounced in the north-west than in the south-west. Separatists are more active in rural, remote and underdeveloped areas. Although the military presence has been reinforced in cities, it is insufficient to prevent security incidents. While major violent incidents are rare in Buea, mass arrests and arbitrary detentions are frequent. In Bamenda, violence continues to plague the city, with explosions, reprisal attacks and kidnappings occurring regularly. Crime is rising in both cities. The fragmentation of separatist armed groups and the spread of banditry have led to sporadic incidents in French-speaking areas bordering the English-speaking regions of Littoral and West.

More than 580,000 people have been forced to move within the two English-speaking regions and to neighbouring French-speaking regions in the West, Littoral and Centre due to insecurity. Most displacement within the English-speaking regions is pendular and temporary, dependent on episodes of violence. Anglophones are also seeking refuge in large numbers in the French-speaking area. In general, the humanitarian situation of displaced persons is precarious. Tensions between displaced persons and host communities are increasing as the crisis continues, as the latter are finding it increasingly difficult to meet their own needs. The authorities do not deliberately discriminate against displaced persons in French-speaking regions. However, Anglophones may experience discrimination, either intentional or unintentional, particularly on the basis of language. Specifically, people without identity documents are at risk of being arrested or extorted during police checks.

Table des matières

Résumé	2
Summary	3
Liste des sigles	6
Introduction	7
1. Bref historique	10
2. État actuel du conflit	12
2.1. Escalade de la violence	12
2.2. Intensification des attaques contre les civils	13
2.3. Perspectives futures	13
3. Parties combattantes	14
3.1. Groupes séparatistes et autres groupes armés non étatiques	14
3.2. Forces armées camerounaises	17
3.3. Milices ethniques et communautaires	18
4. Typologie de la violence	19
4.1. Nombre d'incidents	19
4.2. Affrontements	21
4.3. Violations des droits humains	21
4.3.1. Par les séparatistes armés	21
4.3.2. Par les forces camerounaises	24
4.3.3. Violences basées sur le genre	25
4.4. Impunité	27
5. Cibles de la violence	28
5.1. Données	28
5.2. Cibles civiles	29
6. Répartition géographique	32
6.1. Dans les régions anglophones	32
6.2. En dehors des régions anglophones	35
7. Déplacements de population	35
7.1. Déplacés dans les régions anglophones	36
7.2. Déplacés dans les régions francophones	36
7.3. Retournés	39
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	39
8.1. Éducation	39
8.2. Situation humanitaire	40
8.3. Situation économique	41
8.4. Liberté de mouvement	41
8.4.1. Confinements	41
8.4.2. Circulation interne	42
8.5. Services publics	44
Bibliographie	45

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Ambazonia Defence Forces
AI	Amnesty International
BIR	Bataillon d'intervention rapide
BUNEC	Bureau national de l'état civil
CHRDA	Centre for Human Rights and Democracy in Africa
DRC	Danish Refugee Council
EEI	Engin explosif improvisé
FAMI	Fonds asile, migrations et intégration
GCR2P	Global Centre for the Responsibility to Protect
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IED	Improvised explosive device
NDH	Nouveaux droits de l'homme
NOSO	Nord-Ouest et Sud-Ouest
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCHR	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale
SDN	Société des Nations
TNH	The New Humanitarian
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USDOS	United States Department of State
VBG	Violence basée sur le genre
VOA	Voice of America

Introduction

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun. Il porte en particulier sur la période allant de janvier 2024 à mars 2025 et met à jour le COI Focus du 26 juin 2024. La recherche pour cette mise à jour a été clôturée le 4 avril 2025.

L'analyse se compose de huit parties. La première partie revient sur le contexte général ayant vu émerger la crise anglophone. La deuxième partie s'intéresse à l'évolution de la situation depuis janvier 2024. La troisième partie rappelle les acteurs principaux du conflit. Les quatrième, cinquième et sixième parties examinent successivement la nature, les cibles et la répartition géographique des violences qui frappent les deux régions anglophones et son exportation éventuelle dans la zone francophone. La septième partie rend compte des déplacements de population provoqués par le conflit et examine la situation des déplacés internes. Enfin, la huitième partie fait le point sur l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette recherche, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques diverses, notamment la presse internationale et locale ainsi que des rapports de différents organes onusiens et d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI), l'International Crisis Group (ICG), l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) et Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC).

Le Cedoca se réfère également à des entretiens réalisés lors d'une mission de collecte d'informations effectuée à Yaoundé et à Douala du 16 novembre au 1^{er} décembre 2024 avec le soutien du Fonds asile, migrations et intégration (FAMI) de la Commission européenne. L'un des objectifs de cette mission était de récolter des informations sur l'évolution de la crise anglophone. À cet égard, le Cedoca a notamment rencontré les ONG de défense des droits humains Nouveaux droits de l'homme (NDH) Cameroun dont le siège se trouve à Yaoundé, Un Monde Avenir situé à Douala ainsi qu'une ONG internationale de soutien aux personnes déplacées sise à Yaoundé. Le Cedoca a par ailleurs sollicité des informations auprès d'un chercheur et expert de l'Afrique centrale et du Cameroun. Vu le caractère sensible du sujet traité, certaines sources consultées n'ont pas souhaité être citées pour des raisons liées à leur sécurité.

Par ailleurs, le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de la base de données de l'ACLED, une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés¹. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues². Pour les régions anglophones du Cameroun, il s'agit des sources suivantes : Mimi Mefo Info, Cameroon News Agency, ICG, Journal du Cameroun, Cameroon Online ainsi que des sources anonymes.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site Internet de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)³. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données⁴. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, examine s'il est question de *civilian targeting*, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une estimation indicative⁵ du nombre de victimes signalées.

¹ ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

² ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

³ ACLED, 11/2021, [url](#)

⁴ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁵ « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts »: ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#). L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation

Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁶. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 14 mars 2025.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Cameroun. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier considérablement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent COI Focus à jour aussi rapidement que possible.

la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

⁶ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, [url](#)



Carte nationale présentant les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dites « anglophones »⁷

⁷ ICG, 31/03/2023, [url](#)

1. Bref historique

Ce que les observateurs appellent aujourd'hui la « crise anglophone » plonge ses racines dans l'époque coloniale. Le territoire correspondant *grosso modo* au Cameroun actuel devient un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. Celui-ci est placé sous la tutelle de la Société des Nations (SDN) lors de la défaite allemande à l'issue de la première guerre mondiale. En 1916, la SDN confie l'administration du Cameroun à la France et au Royaume-Uni⁸.

Chacun des territoires administrés est façonné selon la culture de la puissance coloniale avec comme conséquence des différences majeures de culture politique. Ainsi, l'anglais est parlé dans la partie occidentale sous administration britannique. Le modèle britannique sert de référence en ce qui concerne la justice, avec l'application de la *Common Law*, et il en va de même pour le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles⁹. Quant à la partie orientale francophone, elle est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est la langue officielle et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole structurent un projet centraliste qui caractérisera également celui des gouvernements d'après l'indépendance¹⁰.

La partie francophone obtient l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 pour devenir la République du Cameroun. Dans la partie britannique, qui est constituée du Southern Cameroon et du Northern Cameroon, les Nations unies organisent un référendum le 11 février 1961. Celui-ci propose deux options : le rattachement au Nigeria ou la réunification avec la République du Cameroun, excluant donc la possibilité de l'indépendance. Le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigeria, alors que le Southern Cameroon opte pour la réunification avec la République du Cameroun¹¹.

En 1961, les zones anglophones et francophones du Cameroun sont unifiées, au sein de la République fédérale du Cameroun. Après la réunification, le président Amadou Ahidjo impose une constitution qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'État fédéral au détriment des deux États fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Il s'applique également à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones¹². Le président Ahidjo accentue progressivement la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme en 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum, le pays devient la République unie du Cameroun¹³.

Lorsque Paul Biya succède à Amadou Ahidjo en 1982, il renforce encore la tendance du centralisme. En 1983, il divise la région anglophone en deux : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO). L'année suivante, il modifie l'appellation officielle du pays qui devient la République du Cameroun, reprenant ainsi le nom de l'ancienne partie francophone, et il supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone¹⁴.

Ces développements historiques et leurs ramifications complexes ont conduit à la crise en cours.

Les tensions actuelles émergent en novembre 2016 lorsque des avocats, des étudiants et des enseignants anglophones commencent à protester contre leur sous-représentation et leur marginalisation culturelle par le gouvernement dominé par les francophones¹⁵. Les manifestants réclament davantage d'autonomie pour les régions anglophones. Certains revendiquent le retour à un

⁸ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ACCORD, 21/07/2017, [url](#)

⁹ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁰ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹¹ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹² ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹³ Le Monde (Kouagheu J.), 03/01/2017, [url](#)

¹⁴ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁵ VOA, 02/10/2018, [url](#) ; TNH, 08/07/2020, [url](#)

État fédéral et, pour une minorité, l'indépendance et la proclamation d'un nouvel État, l'Ambazonie. Rapidement, Yaoundé répond à ces revendications par la violence¹⁶. En janvier 2017, une dizaine de leaders anglophones sont arrêtés, inculpés pour faits de terrorisme¹⁷. Les figures de la contestation anglophone démarrent des opérations villes mortes et un boycott des écoles est imposé dans le NOSO¹⁸.

La proclamation symbolique et unilatérale par les forces séparatistes d'un État indépendant nommé Ambazonia le 1^{er} octobre 2017 marque un tournant dans la crise et entraîne le déploiement immédiat de l'armée dans les régions anglophones. Des dizaines de personnes sont tuées en marge de cet événement¹⁹. Fin novembre 2017, en réponse à ces méthodes autoritaires, une partie du mouvement contestataire se radicalise. La crise se durcit et évolue vers une situation de violences armées²⁰.

Entre 2018 et 2020, une escalade de la crise est observée. Les forces de défense et de sécurité sont déployées par milliers dans les régions anglophones et y mènent des opérations d'envergure pour localiser et neutraliser les combattants séparatistes, en commettant des abus²¹. Les groupes séparatistes prennent le contrôle de certaines localités rurales et périurbaines, érigeant des barrages routiers et des postes de contrôle²². Le boycott des écoles et les journées villes mortes hebdomadaires sont imposés par les séparatistes aux populations. Au cours de cette période, les affrontements sont quasi quotidiens entre les groupes séparatistes armés et les forces gouvernementales²³.

L'année 2021 marque une nouvelle étape dans la crise, conséquence d'un changement de mode opératoire observé dans le chef des groupes séparatistes : la stratégie qui visait à rendre la zone anglophone ingouvernable, en causant le maximum de troubles à l'ordre public, est abandonnée fin 2020 au profit d'une nouvelle tactique dite de « harcèlement » ciblant essentiellement les militaires, visant l'usure et l'épuisement des troupes sur le terrain²⁴.

En 2022 et 2023, la situation dans les régions anglophones s'est complexifiée lorsque des logiques criminelles et une économie de la guerre sont venues se greffer aux dynamiques initiales²⁵. La violence s'est intensifiée, avec une augmentation des attaques contre les civils et l'utilisation accrue d'explosifs. Le conflit s'est fragmenté davantage, avec des luttes intestines entre groupes séparatistes et une montée des milices ethniques et communautaires²⁶.

¹⁶ ICG, 19/10/2017, [url](#) ; Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁷ Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁸ IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁹ France 24, 04/10/2017, [url](#) ; GCR2P, 15/07/2020, [url](#)

²⁰ VOA Afrique, 02/10/2018, [url](#) ; IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 13/05/2019, [url](#) ; OHCHR, 25/07/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, [url](#)

²¹ HRW, 16/12/2021, [url](#)

²² ICG, 02/05/2019, [url](#) ; HRW, 16/12/2021, [url](#)

²³ HRW, 27/07/2020, [url](#) ; HRW, 16/12/2021, [url](#)

²⁴ RFI, 23/09/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

²⁵ RFI, 15/10/2022, [url](#)

²⁶ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

2. État actuel du conflit

2.1. Escalade de la violence

Plusieurs observateurs dont l'ACLED et GI-TOC rapportent une « escalade générale de la violence politique » dans la région anglophone depuis 2023²⁷. En 2024, les affrontements entre les forces gouvernementales et les milices indépendantistes se sont intensifiés²⁸. Le 1^{er} décembre 2024, The Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P) considère que la situation sécuritaire reste très volatile dans les régions anglophones, avec des affrontements armés entre les forces gouvernementales et les groupes séparatistes, ainsi que des luttes internes entre différents groupes séparatistes, qui se poursuivent sans relâche²⁹.

Dans un rapport d'octobre 2024, Plan International souligne que le NOSO connaît désormais une crise prolongée caractérisée par la violence, les violations des droits humains, les déplacements forcés, les enlèvements et une urgence humanitaire. Les forces de sécurité et les groupes armés non étatiques y sont accusés de commettre des atrocités, telles que des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des attaques contre des civils³⁰.

En novembre 2024, le rapport *Cameroun : un Etat, deux systèmes parallèles* issu d'une initiative de plusieurs organisations camerounaises et internationales³¹ affirme que :

« La crise sociopolitique dans les régions dites 'anglophones' du Cameroun a escaladé et dégénéré vers des formes de violences aveugles, nourrie par des groupes armés non étatiques, soutenant un mouvement sécessionniste. La réponse violente des forces étatiques a donné lieu à des dérives violentes, qui a laissé penser à une approche punitive. De même les forces séparatistes ont commis de nombreux abus contre les civils. Les populations sont ainsi prises dans l'étau de ces confrontations armées. La torture y est utilisée de manière systématique comme un outil punitif »³².

Au cours de la période examinée, l'ICG rapporte mois par mois que la situation sécuritaire dans les régions anglophones reste alarmante eu égard au lourd tribut payé par les civils et ce, alors que parallèlement l'organisme signale une violence directe de faible intensité entre les groupes armés et les forces camerounaises. Au mois de mai 2024, l'ICG fait état d'une escalade des tensions séparatistes et de la violence, avec des affrontements importants entre les groupes armés et les forces camerounaises en marge de la célébration de la fête nationale le 20 mai³³.

Dans un communiqué du 14 février 2025, HRW considère qu'une « violence brutale » sévit depuis 2016 dans les régions anglophones où les attaques contre les populations et les actes de banditisme sont devenus la norme³⁴. Afrique XXI et The Conversation, sur la même ligne, notent respectivement que le NOSO est soumis à une « routinisation de la violence »³⁵ où « les meurtres - y compris ceux

²⁷ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

²⁸ ICG, 08/02/2025, [url](#) ; OCHA, 04/11/2024, [url](#)

²⁹ GCR2P, 14/03/2025, [url](#)

³⁰ Plan International, 10/2024, [url](#)

³¹ Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), Trauma Center Cameroon (TCC), Center for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT)

³² RECODH, TCC, CHRDA, OMCT, IRCT, 11/2024, [url](#)

³³ ICG, 2025, [url](#)

³⁴ HRW, 14/02/2025, [url](#)

³⁵ Afrique XXI (Pommerolle M.-E.), 12/02/2025, [url](#)

des forces de l'ordre -, les enlèvements, la brutalité et les demandes de rançon sont désormais normalisés »³⁶.

2.2. Intensification des attaques contre les civils

De nombreuses sources observent également un nombre record d'enlèvements et d'agressions contre des civils³⁷. En 2024, la violence armée perdure dans le NOSO avec des incidents majeurs qui ont principalement affecté les civils et les opérations humanitaires, selon le rapport 2024 du Norwegian Refugee Council (NRC)³⁸. Fin septembre 2024, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) rapporte que la situation est caractérisée par des enlèvements contre rançon, des pertes en vies humaines et en biens, des barrages routiers, des extorsions d'argent et de biens, et des civils pris dans des tirs croisés³⁹. En août 2024, après une visite au Cameroun, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, indique que la situation dans le NOSO est caractérisée par la persistance de graves atteintes et violations des droits humains et constitue une « crise majeure pour la population civile, avec des affrontements entre des groupes séparatistes, d'autres groupes armés et les forces de sécurité, faisant des milliers de morts, des centaines de milliers de déplacés et plus de 700.000 enfants privés de leur droit à l'éducation »⁴⁰.

D'après les propos rapportés par NDH Cameroun le 19 novembre 2024 sur l'état actuel du conflit, la situation pour les civils dans les zones anglophones est très difficile et confuse. Malgré un calme apparent, il n'y a « ni tranquillité ni paix ». Les enlèvements peuvent survenir à tout moment sans élément déclencheur, ce qui génère une peur constante. Les groupes armés extorquent de l'argent aux civils en installant des postes de péage et des checkpoints, où ils demandent des contributions sous peine de violence⁴¹.

Selon l'ICG, les populations du NOSO subissent depuis huit ans des violences et des perturbations quasi-quotidiennes⁴². Le 4 décembre 2024, Jeune Afrique qualifie la situation de « guerre de basse intensité, avec embuscades, poses de bombes artisanales, harcèlement, côté rebelles ; et opérations de ratissage, côté armée », des actions dont les principales victimes sont les civils⁴³.

2.3. Perspectives futures

D'après l'ICG, le conflit anglophone est entré dans sa huitième année sans aucune solution politique en vue⁴⁴. Malgré la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire, le gouvernement a constamment nié la gravité de la crise et n'a encore pris aucune mesure significative visant à mettre fin au conflit ou à en traiter les causes profondes. La communauté internationale a également pris des mesures limitées. Certains ont appelé à la fin de la violence et ont exhorté le gouvernement à agir, tandis que d'autres acteurs ont précédemment proposé de servir de médiateurs. Jusqu'à présent, le

³⁶ The Conversation, 03/02/2025, [url](#)

³⁷ ICG, 08/02/2025, [url](#) ; OCHA, 04/11/2024, [url](#) ; GCR2P, 14/03/2025, [url](#) ; ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

³⁸ NRC, 02/2025, [url](#)

³⁹ OCHA, 04/11/2024, [url](#)

⁴⁰ ONU info, 07/08/2024, [url](#)

⁴¹ NDH, entretien, Yaoundé, 19/11/2024

⁴² ICG, 08/02/2025, [url](#)

⁴³ Jeune Afrique, 04/12/2024, [url](#)

⁴⁴ ICG, 08/02/2025, [url](#)

Conseil de sécurité des Nations unies n'a tenu qu'une seule réunion sur la situation humanitaire au Cameroun, en 2019⁴⁵.

En septembre 2024, la Norvège a porté des accusations d'incitation aux crimes contre l'humanité contre Lucas Ayaba Cho, commandant des Forces de défense de l'Ambazonie (Ambazonia Defence Forces, ADF), attirant ainsi l'attention internationale sur le conflit. Malgré cette accusation qu'il conteste, l'arrestation de Lucas Ayaba Cho n'a pas freiné les actions des milices sur le terrain. Les chefs séparatistes, profitant de l'absence d'initiatives de paix soutenues, se montrent déterminés à intensifier leurs efforts⁴⁶.

Toujours selon l'analyse de l'ICG, le prochain scrutin présidentiel prévu en octobre 2025 risque de détourner l'attention de Yaoundé des crises en cours. L'insécurité et les défis logistiques dans les régions anglophones pourraient également compromettre la crédibilité de ce scrutin. Les séparatistes anglophones ont déjà déclaré qu'ils avaient l'intention d'empêcher plus d'un million d'électeurs anglophones de participer au vote⁴⁷.

La violence s'est intensifiée dans toute la région anglophone en 2024, avec un deuxième trimestre analysé comme le plus violent du conflit à ce jour par l'ACLED. Pour cette source, l'escalade et la fragmentation du conflit augmentent la violence tout en affaiblissant la position des séparatistes dans les négociations de paix. Avec la multiplication des groupes aux intérêts divergents, la perspective de les réunir autour d'une table devient très compliquée⁴⁸.

3. Parties combattantes

Le conflit en zone anglophone oppose originellement d'une part des groupes armés séparatistes, dits ambazoniens, qui luttent pour l'indépendance des deux régions anglophones et d'autre part, les forces de défense et de sécurité camerounaises, dont le Bataillon d'intervention rapide (BIR), qui assurent restaurer la sécurité dans ces régions⁴⁹. Au fil des années, d'autres acteurs se sont greffés aux premiers.

Pour l'ACLED, l'identification des acteurs de la violence est désormais un défi majeur. Il arrive que des groupes armés non étatiques se déguisent en militaires pour attaquer des civils. De même, certains membres des forces de sécurité se font passer pour des combattants non étatiques afin d'extorquer et de violenter les civils, tandis que des criminels de droit commun exploitent la situation pour s'enrichir. Documenter ces incidents est devenu ardu, car il est difficile de distinguer les acteurs, leurs actions, leurs lieux d'opération et leurs responsabilités⁵⁰.

3.1. Groupes séparatistes et autres groupes armés non étatiques

En novembre 2020, le think tank WATHI rapportait que si, au départ, l'insurrection était menée par quelques groupes armés dont la direction politique était majoritairement assurée par des militants séparatistes exilés en Europe et aux États-Unis, la situation s'est entre-temps complexifiée en raison de « la fragmentation et de l'autonomisation des milices séparatistes ». Les différents groupes armés n'ont cessé de se multiplier, notamment à la faveur des dissidences au sein des premiers.

⁴⁵ GCR2P, 14/03/2025, [url](#)

⁴⁶ ICG, 08/02/2025, [url](#)

⁴⁷ ICG, 08/02/2025, [url](#)

⁴⁸ ACLED, 10/10/2024, [url](#)

⁴⁹ ICG, 02/05/2019, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#)

⁵⁰ ACLED, 10/10/2024, [url](#)

Profondément divisés, les leaders de la diaspora ont perdu peu à peu l'autorité sur leurs troupes et les *Ambaboyes*⁵¹ ont gagné une certaine autonomie financière et décisionnelle sur le terrain⁵².

Le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun avec lequel le Cedoca a échangé par téléphone le 18 mars 2024 constate également qu'une grande partie du mouvement séparatiste s'est fragmenté et « milicianisé », empruntant des contours de la criminalité et du banditisme. Une frange du mouvement, affranchie de l'idéologie de base, ne défend plus la cause séparatiste et vise la défense de ses intérêts propres tandis que d'autres groupes armés s'adonnent à des activités relevant du banditisme dans le but de financer la cause à laquelle ils continuent de croire⁵³.

Dans son rapport du 4 juillet 2023, AI expose que les groupes séparatistes armés qui « s'apparentent de plus en plus à des groupes criminels », sont sans cesse traversés par des divisions et des réunifications. Des dissensions entre les groupes séparatistes et au sein même de ces derniers mènent à des affrontements (voir 4.2.). En outre, des purges et des meurtres auraient résulté de l'infiltration de militaires ou de personnes favorables aux autorités à l'intérieur de certains groupes séparatistes. L'armée lance à leur encontre des attaques fréquentes et des chefs de guerre sont régulièrement tués dans des opérations militaires⁵⁴.

Dans leur rapport de 2024, l'ACLED et GI-TOC considèrent que les divisions et les luttes intestines entre les groupes séparatistes anglophones, couplées à la prise pour cible croissante de civils (voir 5.2.), ont érodé la confiance de la frange pro-séparatiste de la diaspora camerounaise anglophone et conduit à une diminution du soutien financier à la cause séparatiste. En conséquence, les groupes séparatistes se sont alors tournés davantage vers des formes d'économies illicites afin de financer leurs opérations, telles que les enlèvements contre rançon, la taxation, l'extorsion, la contrebande et le trafic d'armes⁵⁵.

Selon cette même source, cinquante groupes armés relevaient de la cause séparatiste en 2023. Au sein de ces différents groupes, le degré d'organisation et de leadership varie. Certains groupes armés plus hiérarchisés sont en relation avec les dirigeants politiques de la diaspora et conservent un soutien politique, financier et matériel. De nombreux autres petits groupes armés de faible envergure opèrent en électron libre, avec des aspirations politiques et économiques plus localisées. Ces deux types de groupes imposent diverses formes de taxes et extorquent les populations⁵⁶.

À cette division au sein des séparatistes s'ajoute la multiplication de groupes armés non coordonnés. En 2022, les acteurs armés en présence ont augmenté de 76 % par rapport à l'année précédente et leur nombre a atteint son niveau le plus élevé en 2023 (voir graphique p. 19)⁵⁷.

L'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées avec laquelle le Cedoca s'est entretenu le 25 novembre 2024 à Yaoundé a signalé qu'une quarantaine de groupes armés sont actifs dans les deux régions anglophones. Cette source mentionne également le phénomène de fractionnement des groupes armés. Les différentes factions poursuivent des objectifs variés et sont engagées dans des rivalités territoriales ou de pouvoir. La mobilisation autour des objectifs politiques varie selon les groupes. En outre, des groupes criminels profitent du conflit pour mener des activités illicites et violentes, y compris dans la ville de Bamenda⁵⁸.

⁵¹ L'appellation *Ambaboyes* ou *boys* désigne les combattants favorables à l'indépendance de l'Ambazonie.

⁵² WATHI, 06/11/2020, [url](#)

⁵³ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁵⁴ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁵⁵ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁵⁶ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁵⁷ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁵⁸ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

Les groupes armés séparatistes sont fortement régis par des logiques identitaires géographiques et ethniques⁵⁹. Dans son rapport du 4 juillet 2023, AI indique que les différents groupes séparatistes armés s'organisent principalement selon une logique géographique. Cette assise géographique est perceptible dans la dénomination de ces groupes : Bui Unity Warriors (combattants de l'unité de Bui), Mountain Fako Lions (lions du mont Fako), Lebialem Red Dragons (dragons rouges de Lebialem), Marine Forces of Bambalang (forces marines de Bambalang) et Buffalos of Bali Nyonga (buffles de Bali Nyonga), etc.⁶⁰. Un « général » est désigné à la tête de chacun de ces groupes et peut diriger quelques dizaines de combattants parfois lourdement armés⁶¹.

Les groupes séparatistes comptent généralement moins de trente combattants sous l'autorité de généraux et de commandants. Quelques groupes plus importants d'une centaine de combattants existent, comme les ADF⁶². Le 24 septembre 2024, Lucas Cho Ayaba, chef du Conseil de gouvernement d'Ambazonie (*Ambazonia Governing Council*), est arrêté en Norvège, où il est accusé d'incitation à commettre des crimes contre l'humanité dans le NOSO, via ses communications sur les réseaux sociaux⁶³. Lucas Cho Ayaba aurait coordonné les ADF depuis la Norvège, groupe séparatiste accusé de cibler des civils, de kidnapper des travailleurs humanitaires et de tuer des opposants présumés, selon HRW⁶⁴. L'ICG indique que les ADF usent de méthodes brutales s'apparentant à de la « violence aveugle »⁶⁵.

Certains groupes ont formé des alliances transfrontalières, notamment les ADF avec des sécessionnistes du sud-est du Nigeria, qui revendiquent la création d'un État indépendant au Biafra. Cette alliance, axée sur l'approvisionnement en armes et l'accès aux renseignements des deux groupes, a déclenché une série d'attaques par des milices du Biafra dans la péninsule de Bakassi, riche en pétrole. Ces raids ont ajouté une complexité supplémentaire au conflit anglophone⁶⁶.

Les femmes et les chauffeurs de motos-taxis constituent une part importante des recrues stratégiques. Représentant environ 10 % des combattants séparatistes, les femmes jouent divers rôles, notamment combattantes, militantes politiques, sympathisantes, policières et agents de renseignement. Elles participent activement au recrutement et à l'incitation à rejoindre la cause anglophone, étant perçues comme moins susceptibles d'éveiller les soupçons⁶⁷. Les conducteurs de motos-taxis, appelés *okada*, jouent un rôle crucial dans le mouvement séparatiste en tant que combattants et sympathisants. Les motos facilitent leur mobilité, permettant de transporter armes et personnel. Les *okada* manifestent leur soutien à la cause anglophone en circulant en convoi et en faisant respecter les mesures villes mortes. Certains dirigeants séparatistes, comme le général No Pity, étaient d'anciens chauffeurs d'*okada*. Les conducteurs de motos-taxis qui ne soutiennent pas les séparatistes sont ciblés, soupçonnés d'espionner pour le compte de l'État⁶⁸.

Les groupes armés non étatiques recrutent des enfants ou sont rejoints par certains, souvent par manque de ressources socioéconomiques⁶⁹. Les filles sont forcées de se marier, ce qui entraîne des grossesses précoces, tandis que les garçons risquent d'être recrutés. Ceux qui quittent ces groupes font face à des représailles des séparatistes et à des pressions des autorités pour divulguer des

⁵⁹ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁶⁰ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁶¹ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁶² ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁶³ BBC, 26/09/2024, [url](#) ; HRW, 27/09/2024, [url](#) ; ICG, 16/10/2024, [url](#)

⁶⁴ HRW, 27/09/2024, [url](#)

⁶⁵ ICG, 16/10/2024, [url](#)

⁶⁶ ICG, 08/02/2025, [url](#)

⁶⁷ ACLED, 10/10/2024, [url](#) ; ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁶⁸ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁶⁹ OCHA, 11/05/2023, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#) ; Plan International, 10/2024, [url](#)

informations sur les campements qu'ils ont fréquentés⁷⁰. D'après un témoignage recueilli par Plan International, les garçons rejoignent davantage les milices armées que les filles « parce qu'ils pensent qu'ils seront respectés et auront du pouvoir »⁷¹.

Initialement équipés de fusils rudimentaires, les combattants séparatistes ont commencé à recevoir des armes de contrebande du Nigeria entre fin 2018 et début 2019⁷². Depuis 2021, leur arsenal militaire s'est sophistiqué : des engins explosifs et des lance-roquettes sont venus compléter leur équipement, permettant des attaques plus ciblées⁷³. D'après AI, les sources de cet armement sont diverses : une partie importante des armes a été saisie à l'armée pendant des attaques ; des fonds levés au sein de la diaspora camerounaise, notamment aux États-Unis, ont aussi permis l'achat d'armes à destination des groupes armés ; les séparatistes s'attèlent également à collecter des fonds en ligne, via les réseaux sociaux⁷⁴.

Pour compenser leur désavantage en armement face aux forces de l'État, les séparatistes ont adopté des tactiques d'insurrection, exploitant la géographie montagneuse et forestière de la région anglophone. Ils ont maintenu des camps ruraux et vécu parmi les sympathisants dans des zones peuplées, mais la diminution du soutien local a limité leur capacité à s'implanter dans ces zones. En conséquence, la violence s'est déplacée depuis 2021 vers des zones rurales moins densément peuplées et montagneuses⁷⁵.

D'après Jeune Afrique, à quelques kilomètres de Bamenda se trouve un fief des séparatistes. Lorsque les forces armées camerounaises risquent une incursion, les séparatistes se replient rapidement dans la brousse, puis se repositionnent une fois la menace passée. Ils vivent régulièrement dans des maisons abandonnées par les populations. Ils se retrouvent également en périphérie des villages des zones rurales plus éloignées. Leurs véritables bases, gardées secrètes, sont plus difficiles à localiser⁷⁶.

3.2. Forces armées camerounaises

Les forces de défense et de sécurité mènent des offensives contre les séparatistes et les personnes soupçonnées de les soutenir et ont au fil des années augmenté leur présence militaire dans le NOSO. Les effectifs des forces camerounaises ne sont pas connus précisément ; néanmoins, plusieurs procédures de recrutement ont été engagées au cours des dernières années⁷⁷. Le chercheur et expert précité a indiqué au Cedoca que les forces armées camerounaises ont une certaine capacité à renouveler leurs forces vives⁷⁸.

Depuis 2020, le travail du BIR en activité dans la région est de déloger les combattants séparatistes dans leurs bases situées en brousse et leur stratégie n'a pas évolué d'après ce chercheur. Avec le temps, l'armée est également mieux informée : d'une part, certains séparatistes font défection et rejoignent le programme de Désarmement, démobilisation et réintégration, devenant ensuite des informateurs pour le compte de l'armée ; d'autre part, alors qu'elle était auparavant majoritairement acquise aux séparatistes, la population du NOSO est de plus en plus divisée sur la cause séparatiste

⁷⁰ OCHA, 11/05/2023, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#)

⁷¹ Plan International, 10/2024, [url](#)

⁷² ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁷³ GCR2P, 31/05/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#) ; AI, 04/07/2023, [url](#)

⁷⁴ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁷⁵ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁷⁶ Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

⁷⁷ AI, 04/07/2023, [url](#) ; Actu Cameroun, 16/12/2024, [url](#)

⁷⁸ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

vu les affres des groupes armés et est par conséquent potentiellement plus encline à fournir des informations aux autorités⁷⁹.

En février 2025, l'inauguration de deux nouvelles bases du BIR dans le Sud-Ouest vient renforcer le dispositif sécuritaire dans la zone. Ces nouvelles installations sont situées à Ekona (département de Muyuka) et à Ombe (département de Tiko) et s'ajoutent aux camps du BIR implantés en novembre 2024 à Nguti et Alou (Sud-Ouest)⁸⁰.

Pour la chercheuse Marie-Emmanuelle Pommerolle, citée par Afrique XXI, « l'usage disproportionné de la force » par les forces armées dans les régions anglophones a profondément terni leur image auprès des communautés locales. Déjà perçues de manière négative par les habitants, elles sont désormais considérées comme des menaces omniprésentes. Les forces armées contraignent chaque individu à choisir « le bon camp », tout en exerçant une violence arbitraire qui rend ce choix dénué de sens, selon l'auteur⁸¹.

3.3. Milices ethniques et communautaires

Dans un contexte de fragmentation du conflit (voir [3.1.](#)), l'ACLED observe une augmentation du nombre de groupes d'autodéfense communautaires qui prennent les armes pour se défendre, que ce soit contre les séparatistes, l'État ou d'autres groupes armés⁸². Pour l'OCHA, l'opposition civile grandissante face aux groupes armés non étatiques peut mener à une amplification du phénomène des groupes d'autodéfense ou de vigilance⁸³.

Les milices peuls mbororos⁸⁴ sont également partie prenante au conflit. Dans le Nord-Ouest, les conflits de longue date entre les éleveurs peuls mbororos et les agriculteurs alimentent la violence armée. Au début de la crise, les éleveurs, principalement de l'ethnie mbororo, étaient opposés aux combattants séparatistes qui s'attaquaient à leur bétail. Cette situation les a poussés à s'allier aux forces de sécurité, qui les arment parfois et les utilisent comme informateurs. Perçus comme soutenant les autorités, les Peuls Mbororos sont rapidement devenus des cibles pour les séparatistes armés. Avec la dégradation de la situation, des milices principalement composées de Peuls Mbororos, tolérées ou appuyées par les autorités, ont à leur tour commis des violences contre la population⁸⁵. D'après l'ACLED, la crise est désormais multiforme : non seulement les groupes armés non étatiques s'opposent aux forces de sécurité, mais les agriculteurs s'opposent aux éleveurs, et les éleveurs aux groupes non étatiques, et *vice versa*⁸⁶.

Le graphique suivant issu du rapport de l'ACLED et GI-TOC présente la prolifération des acteurs en présence dans les régions anglophones au fil des années.

⁷⁹ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁸⁰ Koaci, 13/02/2025, [url](#) ; Actu Cameroun, 09/02/2025, [url](#)

⁸¹ Afrique XXI (Pommerolle M.-E.), 12/02/2025, [url](#)

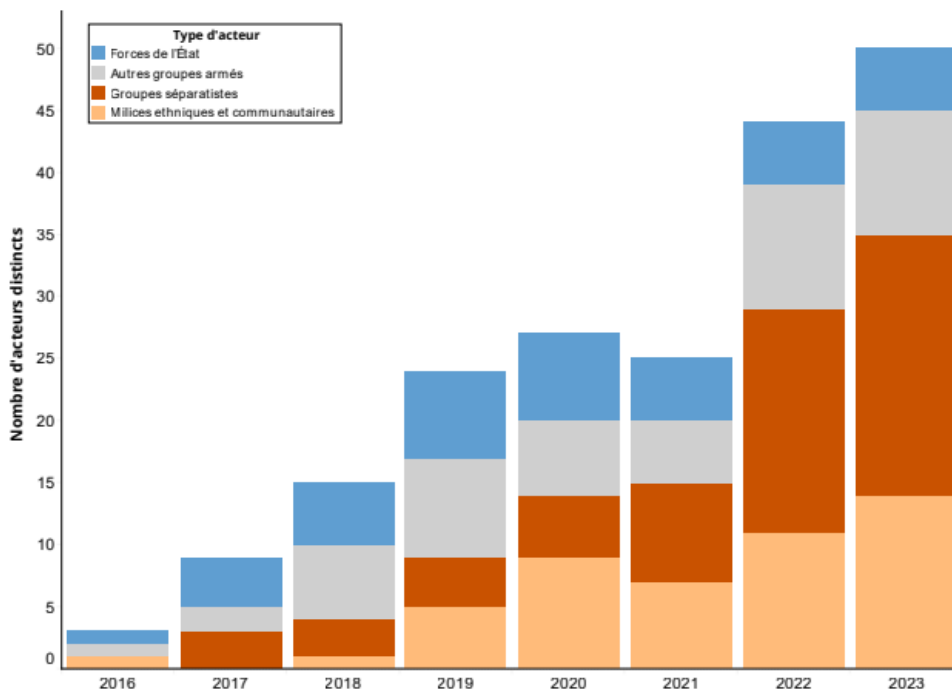
⁸² ACLED, 10/10/2024, [url](#)

⁸³ OCHA, 04/2024, [url](#)

⁸⁴ Pour plus d'informations sur la situation des Mbororos dans le conflit, voir le *COI Focus Cameroun. Régions anglophones : situation sécuritaire* : CGRA, 20/02/2023, [url](#)

⁸⁵ AI, 04/07/2023, [url](#) ; ACLED, 10/10/2024, [url](#)

⁸⁶ ACLED, 10/10/2024, [url](#)



Prolifération des acteurs armés dans les régions anglophones, 2016-2023⁸⁷

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Le Cedoca utilise les données de l'ACLED pour évaluer le nombre d'incidents sécuritaires répertoriés dans les régions anglophones au cours de la période examinée et analyser leur évolution au fil du temps. Néanmoins, le Cameroun est classé par le NRC au deuxième rang des crises de déplacement les plus négligées au monde en 2023 ; il figure dans ce classement depuis 2018⁸⁸. Selon le NRC, cela signifie que les crises concernées reçoivent peu d'attention médiatique, font l'objet d'un manque de volonté politique internationale en vue de leur règlement et bénéficient de peu d'aide humanitaire⁸⁹. En juillet 2022, Afrique XXI indiquait que de nombreuses violations des droits humains ne sont vraisemblablement pas documentées, les autorités camerounaises restreignant l'accès aux régions anglophones aux journalistes, aux ONG et aux observateurs internationaux, « détournant *de facto* l'attention internationale »⁹⁰. C'est ce qu'a signalé au Cedoca le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun affirmant que les événements sécuritaires dans le NOSO sont sous-documentés et que les données de l'ACLED sont par conséquent également sous-représentatives de la violence, surtout dans les zones rurales reculées⁹¹. Le 25 novembre 2024, l'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées a affirmé dans le même sens que le suivi des incidents violents est compliqué dans les zones éloignées et les départements difficiles d'accès, tels que Lebiam ou Ndian.

⁸⁷ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

⁸⁸ NRC, *Once again, Burkina Faso is the world's most neglected crisis*, 03/06/2024, [url](#) ; NRC, *The world's most neglected displacement crises 2023*, 03/06/2024, [url](#)

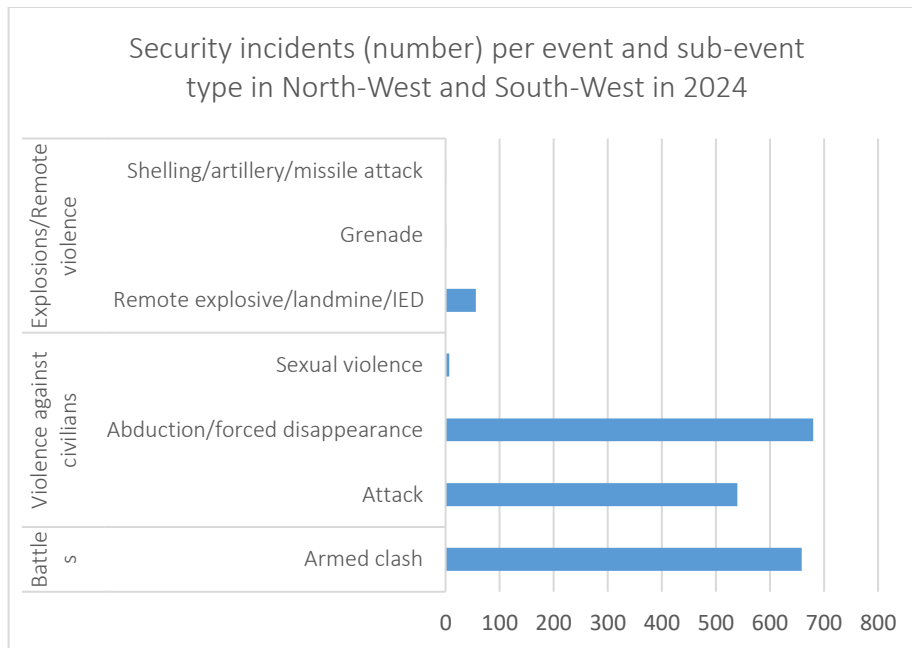
⁸⁹ NRC, *The world's most neglected displacement crises 2023*, 03/06/2024, [url](#)

⁹⁰ Afrique XXI (Boursin C.), 19/07/2022, [url](#)

⁹¹ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

Moins de rapports proviennent de ces régions, probablement parce qu'« il n'y a pas des yeux là-bas », ce qui signifie que certains incidents ne sont pas signalés. En revanche, les incidents survenant dans des zones à plus forte présence sont rapidement rapportés⁹².

Pour la période allant de janvier 2024 à décembre 2024, l'ACLED a recensé 1.944 incidents dans les régions anglophones du Cameroun. Sur ce nombre, l'ACLED classe 659 incidents comme *battles*, 58 incidents comme *explosions/remote violence* tandis que 1.227 incidents sont catégorisés comme *violence against civilians*. Le graphique suivant permet de visualiser la violence en 2024 par types et sous-types d'incident :



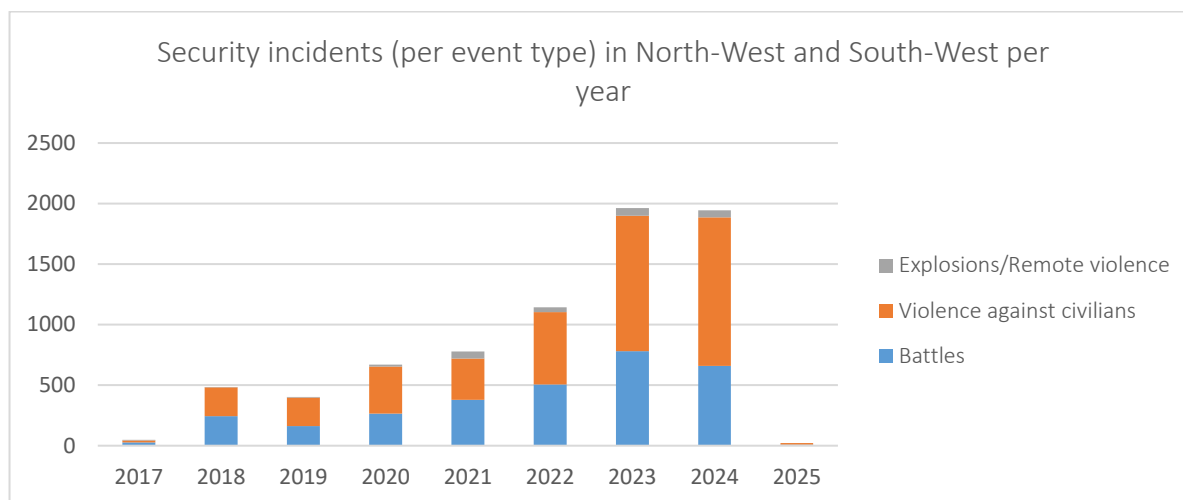
Incidents sécuritaires dans le NOSO en 2024, par types et sous-types. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 31/12/2024⁹³

L'ACLED et GI-TOC rapportent une « escalade générale de la violence politique » dans la région anglophone depuis 2023⁹⁴. L'évolution du nombre d'incidents violents dans les régions anglophones au fil des années est présentée par le prochain graphique.

⁹² Freedom House, 15/05/2024, [url](#)

⁹³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

⁹⁴ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)



Évolution de la violence dans le NOSO par année. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2017 – 14/03/2025⁹⁵

4.2. Affrontements

Depuis le début de la crise, la lutte pour l'indépendance menée par les séparatistes armés et la réponse des forces armées camerounaises pour mater l'insurrection et ramener la sécurité résultent en des affrontements plus ou moins nombreux en fonction des périodes. Le graphique présenté ci-dessus (voir 4.1.) permet d'observer (en bleu) l'évolution du nombre d'affrontements entre les deux parties au fil du temps.

Les affrontements entre les groupes armés séparatistes et les forces gouvernementales se traduisent le plus souvent par des embuscades sur les routes par les combattants séparatistes et des opérations de représailles ou de ratissage par les militaires, causant des victimes des deux côtés⁹⁶.

4.3. Violations des droits humains

L'ONG Un Monde Avenir avec laquelle le Cedoca a échangé à Douala le 29 novembre 2024 a indiqué qu'entre 60 et 70 % des violations des droits humains qui lui sont rapportées sont perpétrées dans les régions anglophones. Il s'agit principalement de cas de détentions, des faits de racket, des exécutions extra-judiciaires et de très nombreuses arrestations arbitraires de civils⁹⁷.

4.3.1. Par les séparatistes armés

Des atteintes graves aux droits humains, parmi lesquelles des attaques contre des écoles, des homicides, des kidnappings, des actes de torture, des intimidations, des extorsions et des destructions de biens sont imputées aux groupes séparatistes armés depuis le début du conflit⁹⁸. À mesure que le conflit a évolué, les attaques directes contre les forces armées ont été remplacées par des embuscades, souvent à l'aide d'engins explosifs improvisés (Improvised explosive device, IED). La majorité des actions des groupes séparatistes se concentrent désormais sur la collecte de la taxe de

⁹⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

⁹⁶ CHINGO, 05/2024, [url](#) ; Jeune Afrique, 04/12/2024, [url](#)

⁹⁷ Un Monde Avenir, entretien, Douala, 29/11/2024

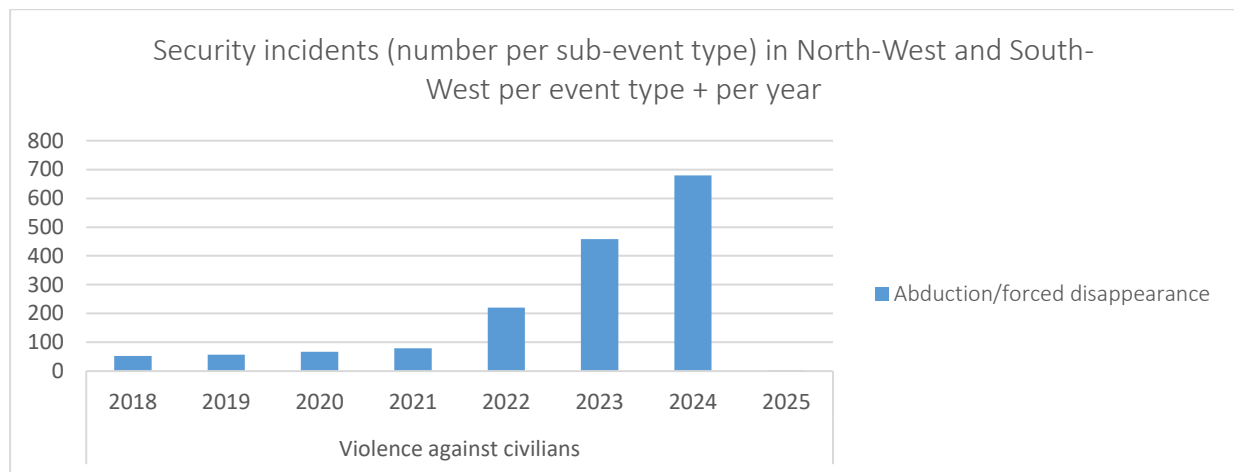
⁹⁸ AI, 04/07/2023, [url](#) ; AI, 09/10/2023, [url](#) ; GCR2P, 29/02/2024, [url](#) ; ICG, 16/10/2024, [url](#)

libération et la traque de ceux qu'ils considèrent comme des traîtres, qu'ils kidnappent et ne libèrent qu'après paiement d'une rançon⁹⁹. Les séparatistes s'en prennent aussi violemment aux civils qui ne soutiennent pas la cause anglophone. Pour l'ONG Un Monde Avenir, les séparatistes sont « sans pitié » quand ils soupçonnent des civils de collaborer avec une unité militaire ou de police¹⁰⁰.

Enlèvements

Les enlèvements constituent l'une des méthodes principalement utilisées par les groupes séparatistes pour asseoir leur contrôle et financer leur fonctionnement et leur armement¹⁰¹.

Selon l'ACLED et GI-TOC, les enlèvements ont augmenté chaque année, surtout après 2020, créant un cercle vicieux. Cette stratégie du kidnapping a nui à la légitimité des groupes armés, réduisant le soutien des populations locales et de la diaspora. Moins soutenus, ces groupes sont devenus plus dépendants des activités illicites, y compris les enlèvements contre rançon, pour se financer. Cela a déclenché une spirale de violence illustrée par le graphique qui suit¹⁰².



Enlèvements et disparitions forcées dans les régions anglophones, 2018-2025. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2018 – 14/03/2025¹⁰³

Les groupes séparatistes enlèvent des personnes politiquement influentes, riches ou ordinaires, en fonction de leur profil et de leur patrimoine. Ces derniers éléments déterminent le coût de la rançon, ainsi que le degré d'exposition d'une personne à l'enlèvement. Les agents de police et les militaires sont souvent ciblés, avec des rançons demandées à leurs familles. Bien que les rançons ne soient généralement pas très élevées, la fréquence et la facilité des enlèvements rendent cette pratique lucrative, d'après l'ACLED et GI-TOC¹⁰⁴. Selon les témoignages récoltés par Jeune Afrique, les dénonciations anonymes se multiplient. Un voisin jaloux ou un concurrent peut dénoncer une personne comme étant un traître ou *black legs*¹⁰⁵ et les séparatistes peuvent alors intervenir¹⁰⁶.

⁹⁹ Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

¹⁰⁰ Un Monde Avenir, entretien, Douala, 29/11/2024

¹⁰¹ TNH, 19/07/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#) ; IFRI, 06/2022, [url](#)

¹⁰² ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#) ; ACLED, 10/10/2024, [url](#)

¹⁰³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

¹⁰⁴ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

¹⁰⁵ Le terme *black legs* est utilisé pour désigner un traître présumé, qui est alors soumis à des violences et/ou à d'autres représailles. Voir : ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

¹⁰⁶ Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

Une victime d'un kidnapping a témoigné à Radio France internationale (RFI) avoir été enlevée en pleine ville de Bamenda, puis emmenée en brousse en voiture le visage couvert. Après une nuit passée en forêt où elle a été dépouillée de tous ses biens, frappée et menacée par une arme, la victime a été relâchée contre une rançon de plus de deux millions de francs CFA payée à un groupe qu'elle n'a pas pu identifier¹⁰⁷.

Extorsion

Le rapport de l'ACLED et GI-TOC renseigne que les séparatistes recourent à la « taxation » des biens et activités pour financer leurs opérations. Les frontières entre taxation et vol sont floues dès lors que les groupes armés menacent de recourir à la violence, pillent et extorquent les habitants. Les séparatistes érigent des barrages routiers où les conducteurs doivent payer leurs passages (voir [8.4.2.](#)), en signe d'identification à la cause. Les personnes qui souhaitent rentrer au village pour un mariage ou des funérailles ainsi que les camions acheminant des denrées destinées à être vendues à l'extérieur payent ces taxes. Des montants sont aussi prélevés aux habitants lors d'une incursion séparatiste dans un village. Dans certaines régions, les groupes séparatistes contrôlent également la vente et la consommation de boissons, y compris d'alcool. Les productions de la société Les Brasseries du Cameroun, perçue comme francophone et proche du gouvernement, sont interdites à moins que les vendeurs de boissons ne s'acquittent d'une redevance spécifique. Les fonds collectés, justifiés par l'« effort de guerre », servent à subvenir aux besoins des combattants, financer la fabrication d'armes et acheter des motos et du carburant¹⁰⁸.

D'après l'ACLED, cela place les civils dans une situation extrêmement difficile. S'ils ne peuvent pas contribuer, ou s'ils refusent, ils risquent d'être considérés comme des opposants à la cause, potentiellement des collaborateurs ou des traîtres, ce qui peut leur valoir le surnom de *black legs*. Être ainsi identifié peut entraîner des conséquences très violentes, voire mortelles, pour l'accusé. S'il y a encore de véritables partisans des groupes séparatistes qui contribuent librement, la majorité des civils estiment n'avoir d'autre choix que de donner cet argent¹⁰⁹.

Au sujet de la « taxe de libération », le journaliste Franck Foute explique dans un article de Jeune Afrique du 2 décembre 2024 que si auparavant le montant à payer aux séparatistes était libre, il est fixé depuis 2023 à 10.000 francs CFA par an pour les hommes, contre 5.000 pour les femmes. Aux checkpoints, les personnes ne disposant pas du reçu de paiement de leur impôt révolutionnaire doivent s'acquitter sur place d'une amende de 30.000 francs CFA pour les hommes et 15.000 francs CFA pour les femmes. L'impôt pour les Camerounais de la diaspora ayant de la famille dans la région est élevé à 100 dollars. Les activités commerciales et les événements socioculturels, comme les funérailles sont également taxés. Selon des témoins, les commerçants doivent payer 2.000 francs CFA par sac de marchandises, tandis que les agriculteurs doivent verser 5.000 francs CFA par sac de cacao. Le même tarif s'applique à chaque bidon de carburant frelaté qui traverse une zone contrôlée par les séparatistes, selon Jeune Afrique. Les entreprises opérant dans la région devraient également payer des taxes afin de protéger leurs employés contre les menaces de kidnapping¹¹⁰.

L'ACLED renseigne en outre que les groupes séparatistes délivrent un reçu dès lors que le paiement de la taxe est effectué et qu'un civil contrôlé sans ce reçu est susceptible d'avoir des ennuis. De l'autre côté, le même civil peut avoir des problèmes si les forces de sécurité constatent qu'il détient un tel reçu¹¹¹.

¹⁰⁷ RFI, 20/03/2025, [url](#)

¹⁰⁸ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

¹⁰⁹ ACLED, 10/10/2024, [url](#)

¹¹⁰ Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

¹¹¹ ACLED, 10/10/2024, [url](#)

Attaques par engins explosifs improvisés (EEI)

Depuis le début de l'année 2021, les groupes armés ont multiplié les embuscades et attaques par EEI visant les forces camerounaises¹¹². Dans son rapport publié en avril 2024, l'OCHA indique que les groupes armés continuent d'utiliser des EEI. Leurs cibles principales sont les convois militaires mais ils causent également des victimes civiles¹¹³.

Attaques contre les biens et habitations

L'OCHA signale que les attaques contre les biens et les habitations continuent d'être rapportées. Des milliers de maisons ont été incendiées depuis le début de la crise, laissant de nombreuses familles déplacées dans des abris inadéquats ou dangereux¹¹⁴. Les séparatistes se livrent également à des pillages de biens, selon l'ACLED¹¹⁵.

4.3.2. Par les forces camerounaises

Plusieurs observateurs (dont AI, HRW, l'United States Department of State - USDOS -, le GCR2P et l'OCHA) dénoncent des violations des droits humains imputables aux forces de défense et de sécurité, dont des incendies massifs de villages, des homicides, des viols, des actes de torture, des destructions de biens et des détentions arbitraires¹¹⁶. Si l'armée cible au premier plan les combattants séparatistes, les victimes civiles augmentent également en raison de la destruction des maisons lors des opérations militaires¹¹⁷. Lors de l'entretien du 19 novembre 2024, NDH a indiqué que la réponse violente des forces de défense et de sécurité continue de faire des victimes armées et non armées¹¹⁸.

Opérations anti-insurrectionnelles

Les forces de l'ordre mènent des expéditions punitives contre les personnes accusées de soutenir la cause séparatiste¹¹⁹. Selon AI, les forces de défense et de sécurité « détruisent souvent des maisons à titre de représailles collectives contre des communautés qu'ils considèrent comme soutenant ou tolérant les séparatistes armés ou peu disposées à aider les autorités »¹²⁰. AI précise que « [c]es attaques ont donné lieu à des homicides illégaux, des destructions de logements, des viols et d'autres formes de violences sexuelles »¹²¹. HRW affirme que lors des attaques anti-insurrectionnelles qu'elles mènent en réponse aux attaques séparatistes, les forces gouvernementales ne sont pas parvenues à protéger les civils¹²².

D'après les propos de l'ONG Un Monde Avenir le 29 novembre 2024, ces opérations sont des actes de représailles menées notamment lorsqu'un agent des forces de défense et de sécurité est tué par les séparatistes. La zone est alors quadrillée pendant plusieurs jours par les forces camerounaises. Les populations civiles sont souvent victimes au cours de ces opérations¹²³.

¹¹² HRW, 02/08/2021, [url](#)

¹¹³ OCHA, 04/2024, [url](#)

¹¹⁴ OCHA, 04/2024, [url](#) ; OCHA, 13/03/2025, [url](#)

¹¹⁵ ACLED, 10/10/2024, [url](#)

¹¹⁶ AI, 04/07/2023, [url](#) ; GCR2P, 29/02/2024, [url](#) ; HRW, 13/10/2023, [url](#) ; USDOS, 22/04/2024, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#) ; HRW, 14/02/2025, [url](#) ; HRW, 27/09/2024, [url](#)

¹¹⁷ CHINGO, 05/2024, [url](#)

¹¹⁸ NDH Cameroun, entretien, Yaoundé, 19/11/2024

¹¹⁹ Jeune Afrique (Foute. F.), 31/12/2024, [url](#) ; VOA, 07/01/2025, [url](#)

¹²⁰ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²¹ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²² HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹²³ Un Monde Avenir, entretien, Douala, 29/11/2024

Arrestations arbitraires et détentions illégales

Plusieurs sources dont AI et l'ICG rapportent des arrestations et détentions arbitraires de personnes simplement soupçonnées de collaborer avec les séparatistes armés¹²⁴. D'après un avocat qui s'est confié à AI, « la plupart des charges liées à la crise anglophone sont forgées de toutes pièces »¹²⁵. Dans ce contexte, certaines personnes inculpées sont détenues sans jugement ou jugées par des tribunaux militaires, non compétents pour juger des civils¹²⁶.

D'après l'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées que le Cedoca a rencontré le 25 novembre 2024, les forces de l'ordre font des inspections et des vérifications des documents d'identité. S'en suivent des arrestations massives de personnes en déficit de documents d'identité, que les populations appellent communément *calé calé*¹²⁷. RFI fait également état des pratiques de *calé calé* que ce média décrit comme des rafles de civils par l'armée et la police à des fins d'extorsion. Menées souvent tôt le matin, ces opérations obligent les civils à fuir dans la forêt lorsqu'ils aperçoivent l'arrivée des forces de l'ordre et à s'y cacher en attendant leur départ. Des sommes d'argent de 50.000 francs CFA sont exigées des personnes arrêtées. D'après l'avocat Edward Lyonga qui s'est confié à RFI, certains sont gardés en cellule pendant quinze jours renouvelables tandis que d'autres sont déférés devant le tribunal militaire¹²⁸.

Lors de l'entretien du 29 novembre 2024, Un Monde Avenir a indiqué que, lorsque la présence de combattants séparatistes est suspectée dans un quartier, les forces armées camerounaises y effectuent des rafles et placent des citoyens en détention. Ces opérations se traduisent par des extorsions : une libération peut être obtenue moyennant une somme d'argent, mais les personnes incapables de payer peuvent rester détenues pendant de longues périodes¹²⁹.

Selon les témoignages recueillis par Jeune Afrique, les trois quarts des détenus de la prison centrale de Bamenda seraient des personnes interpellées parce qu'elles étaient en possession d'un reçu de paiement aux séparatistes de la taxe de libération, preuve pour les autorités camerounaises de collusion avec les séparatistes. Les citoyens expliquent pourtant ne pas avoir le choix de la payer, sous peine de représailles des groupes séparatistes¹³⁰.

4.3.3. Violences basées sur le genre

Différentes sources dénoncent l'utilisation des violences sexuelles comme arme de guerre dans le NOSO¹³¹. Les violences sexuelles sont devenues une forme de coercition et de punition en cas d'opposition aux groupes armés ou aux forces gouvernementales. Les femmes qui les défient, participent à des actions de plaidoyer ou refusent de se conformer aux directives séparatistes peuvent être victimes d'agressions sexuelles. Dans certains cas, des jeunes filles ont été contraintes à des rapports sexuels pour franchir un point de contrôle de sécurité, d'après le site d'informations en ligne Peace News¹³².

L'OCHA décrit la société camerounaise comme patriarcale et caractérisée par l'inégalité institutionnelle et la discrimination entre les sexes, ce qui soutient et aggrave la violence liée au genre. La crise dans le NOSO exacerbe encore la situation et les violences basées sur le genre (VBG) y constituent un défi

¹²⁴ AI, 04/07/2023, [url](#) ; ICG, 2025, [url](#)

¹²⁵ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²⁶ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²⁷ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

¹²⁸ RFI, 19/03/2025, [url](#)

¹²⁹ Un Monde Avenir, entretien, Douala, 29/11/2024

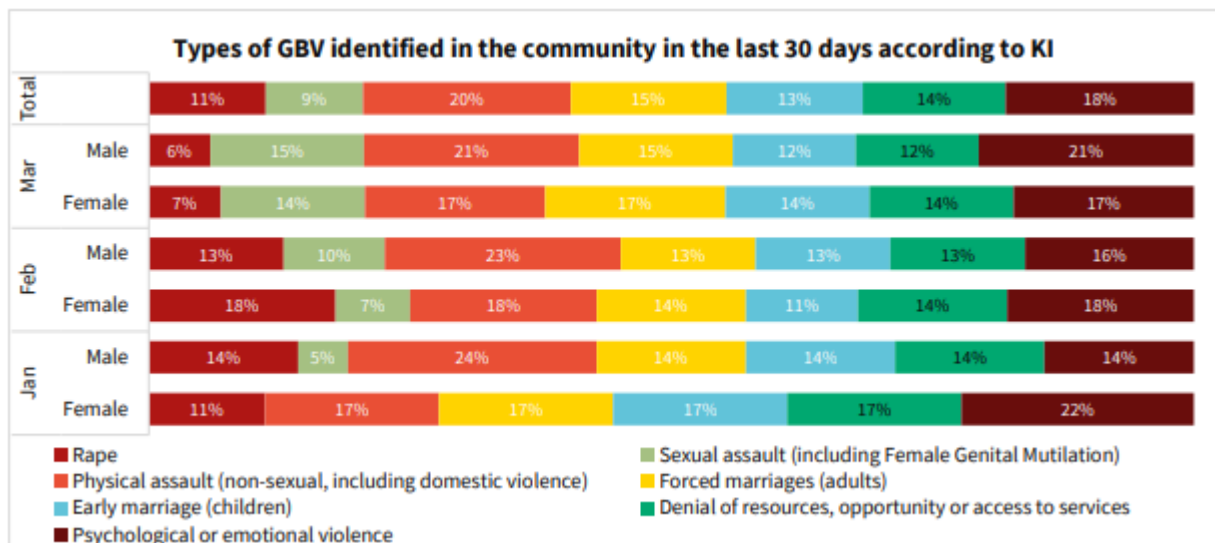
¹³⁰ Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

¹³¹ OCHA, 04/2024, [url](#) ; Peace News, 04/12/2024, [url](#)

¹³² Peace News, 04/12/2024, [url](#)

majeur¹³³. Les VBG touchent principalement les femmes et les filles et peuvent prendre la forme d'exploitation sexuelle, de violences sexuelles, de violences émotionnelles et de mariages forcés¹³⁴. L'OCHA observe que l'exploitation sexuelle des femmes par de potentiels employeurs est en hausse en raison de la précarité socio-économique, les employeurs étant tentés de profiter de la vulnérabilité des femmes en recherche d'emploi¹³⁵. Les femmes avec un handicap, les adolescentes et les veuves sont particulièrement vulnérables¹³⁶. D'après des témoignages recueillis par Plan International, la pauvreté engendrée par le conflit cause de la frustration chez les hommes qui ont alors davantage tendance à battre les femmes¹³⁷. Des VBG ont également été signalées à l'encontre des garçons et des hommes, surtout lorsqu'ils sont déplacés. Lorsqu'il s'agit des hommes, les violences sont généralement commises par d'autres hommes. L'OCHA mentionne des cas de violences sexuelles commises par des hommes armés sur des civils en vue de les émasculer, de même que des cas de VBG commis par des civils qui exploitent d'autres civils, profitant de la vulnérabilité causée par le déplacement. Ces violations restent le plus souvent cachées et non dites. Les conséquences des VBG sont nombreuses : blessures, mutilations, traumatismes, grossesses non désirées et maladies sexuellement transmissibles sur le plan physique et isolement, rejet, pensées suicidaires, stigmatisation, honte, troubles mentaux et stress au niveau psychosocial¹³⁸.

Les données relevées par DRC dans le Sud-Ouest lors du premier trimestre de 2024 (voir le tableau *infra*) renseignent que les VBG persistent de façon très préoccupante au sein de la communauté. La violence psychologique et émotionnelle (18 %), le mariage forcé d'adultes (15 %) et le mariage précoce (13 %) sont mentionnés comme des phénomènes courants, de même que les agressions sexuelles et les viols, signalés respectivement à 9 % et 11 % par les chefs de famille¹³⁹.



Types de VBG dans le Sud-Ouest, janvier-mars 2024¹⁴⁰

Plan International attribue l'augmentation des taux de grossesse au conflit, à la violence sexuelle accrue, combinée à la déscolarisation des filles et à la pauvreté. Un témoin évoque que les filles « vont

¹³³ OCHA, 10/2023, [url](#) ; OCHA, 11/05/2023, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#)

¹³⁴ OCHA, 04/2024, [url](#)

¹³⁵ OCHA, 04/2024, [url](#)

¹³⁶ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹³⁷ Plan International, 10/2024, [url](#)

¹³⁸ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹³⁹ DRC, 2024 Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon - Q1, 13/12/2024, [url](#)

¹⁴⁰ DRC, 2024 Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon - Q1, 13/12/2024, [url](#)

et viennent dans la communauté et à la fin, elles se laissent avoir par les militaires ou les groupes armés non étatiques, certaines sont même violées »¹⁴¹.

L'OCHA signale encore que les droits des femmes à la propriété dans la région du Nord-Ouest sont entravés par des pratiques traditionnelles discriminatoires généralement imposées par les membres de la famille élargie et les chefs communautaires. Les veuves, en particulier celles sans certificat de mariage, sont particulièrement vulnérables, les rendant elles et leurs enfants sans abri après le décès de leurs maris¹⁴².

4.4. Impunité

Pour HRW, « l'impunité reste l'un des principaux moteurs de la crise »¹⁴³ : tant les forces de sécurité camerounaises que les groupes séparatistes armés ont, chacun de leur côté, commis de graves violations des droits humains, et n'ont été que peu, voire pas du tout inquiétés. Cette impunité conforte les auteurs d'abus et alimente de nouveaux cycles de violence¹⁴⁴.

Si les autorités camerounaises ont reconnu la responsabilité des forces de défense et de sécurité dans certains abus, ce qui a été perçu comme une évolution positive, les observateurs ont noté qu'il s'agissait souvent d'effets d'annonce¹⁴⁵. Ainsi, AI a exprimé craindre qu'« une impunité de fait s'impose dans [l]es affaires » d'atteintes aux droits humains commises par des membres de forces de défense et de sécurité, les autorités n'amorçant aucune mesure réelle dans les cas sur lesquels elles s'étaient engagées à enquêter et/ou à lancer des poursuites¹⁴⁶.

Le rapport 2024 du département d'État américain portant sur la situation des droits humains au Cameroun en 2023 indique :

« The government took steps to identify, prosecute, and punish some abusive officials, but such action was not consistent. Outcomes of such procedures were rarely disclosed to the public. Impunity remained a serious problem, particularly within the armed forces and police »¹⁴⁷.

D'après les informations recueillies par AI, les violations imputables aux séparatistes armés n'ont fait l'objet d'aucune information judiciaire ni procès¹⁴⁸.

En outre, AI note que les personnes qui dénoncent ou signalent des violations des droits humains et d'autres infractions perpétrées dans les régions anglophones sont « menacées, voire détenues arbitrairement et torturées par toutes les parties, ce qui contribue à réduire au silence les voix critiques »¹⁴⁹.

En août 2024, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme réaffirme que les graves violations commises font l'objet d'une impunité persistante, quels que soient leurs auteurs¹⁵⁰.

Le 24 septembre 2024, Lucas Cho Ayaba, chef du Conseil de gouvernement d'Ambazonie (*Ambazonia Governing Council*), est arrêté en Norvège, où il est accusé d'incitation à commettre des crimes contre

¹⁴¹ Plan International, 10/2024, [url](#)

¹⁴² OCHA, 11/02/2025, [url](#)

¹⁴³ HRW, 11/08/2022, [url](#)

¹⁴⁴ HRW, 11/08/2022, [url](#) ; HRW, 13/10/2023, [url](#)

¹⁴⁵ AI, 04/07/2023, [url](#) ; HRW, 27/09/2024, [url](#) ; USDOS, 22/04/2024, [url](#)

¹⁴⁶ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁴⁷ USDOS, 22/04/2024, [url](#)

¹⁴⁸ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁴⁹ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁵⁰ ONU info, 07/08/2024, [url](#)

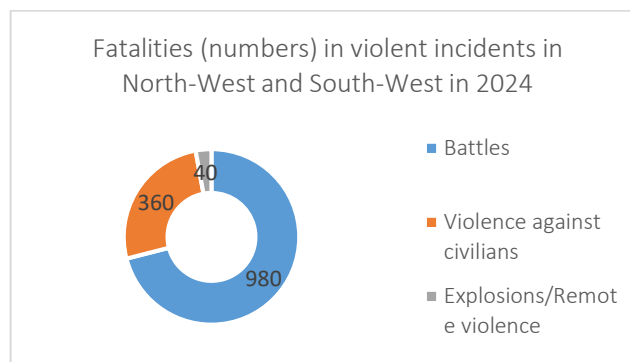
l'humanité dans le NOSO¹⁵¹. Lucas Cho Ayaba coordonnait les ADF depuis la Norvège, groupe séparatiste accusé de cibler des civils, de kidnapper des travailleurs humanitaires et de tuer des opposants présumés, selon HRW. Cette arrestation est vue comme un pas vers la justice pour les victimes de crimes graves dans les régions anglophones¹⁵².

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Les groupes séparatistes établissent une distinction claire entre les partisans de la sécession et ceux qu'ils considèrent comme des traîtres. Cette dernière catégorie inclut les représentants de l'État, les élites anglophones, ainsi que tous ceux liés à la République, qui ne soutiennent pas la lutte ou s'en éloignent. En revanche, les forces armées camerounaises et le gouvernement opposent les patriotes camerounais aux « terroristes », un terme qui englobe non seulement les combattants, mais aussi ceux qui soutiennent la cause anglophone¹⁵³.

Pour la période allant de janvier à décembre 2024, l'ACLED a recensé 1.380 morts dans les régions anglophones, décédés dans des incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*¹⁵⁴.



Nombre de morts par type d'incident dans le NOSO, en 2024. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2024 – 31/12/2024¹⁵⁵

Le prochain graphique montre l'évolution du nombre de morts par type d'incident depuis le début du conflit, soit entre 2017 et 2024.

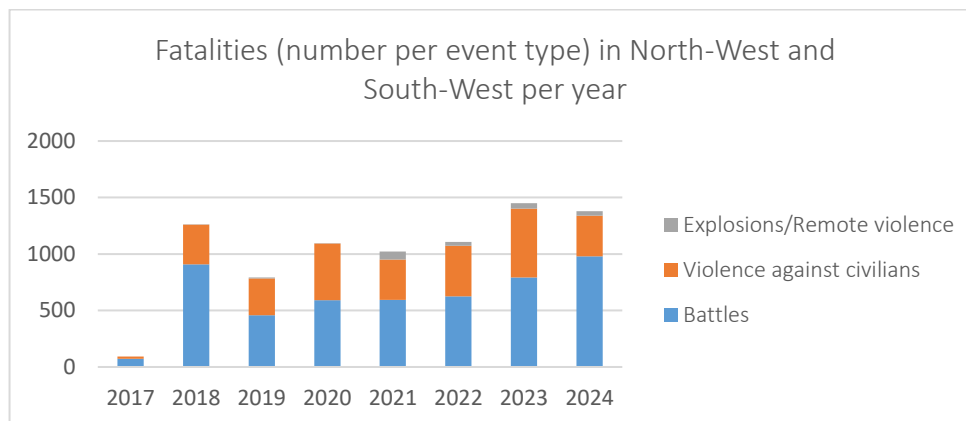
¹⁵¹ ICG, 16/10/2024, [url](#) ; HRW, 27/09/2024, [url](#)

¹⁵² HRW, 27/09/2024, [url](#)

¹⁵³ Afrique XXI (Pommerolle M.-E.), 12/02/2025, [url](#)

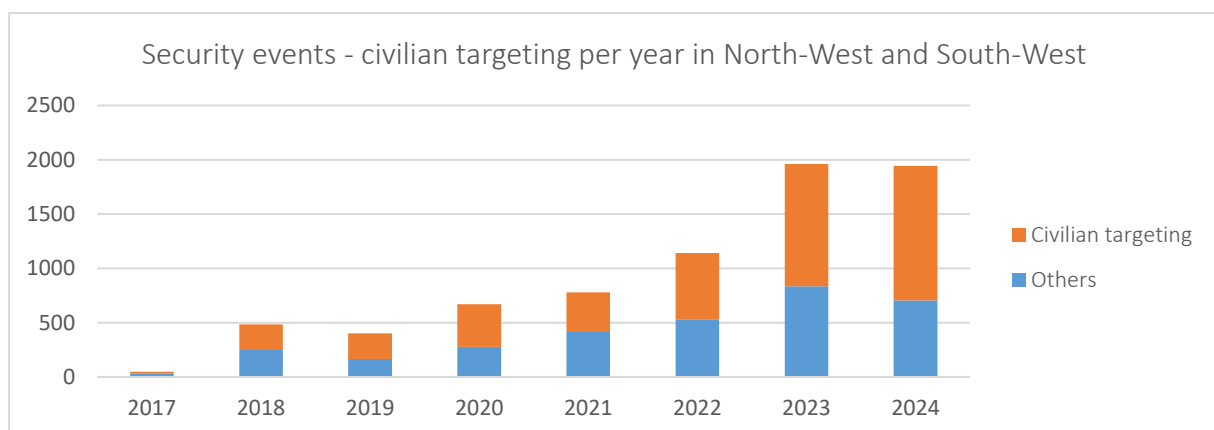
¹⁵⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

¹⁵⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)



Évolution du nombre de morts par type d'incident dans le NOSO entre 2017 et 2024. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹⁵⁶

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé¹⁵⁷.



Incidents violents ciblant principalement ou uniquement les civils par an dans le NOSO, entre 2017 et 2024. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹⁵⁸

5.2. Cibles civiles

HRW estime que plus de 6.000 civils ont été tués aussi bien par les forces gouvernementales que par les groupes armés depuis la fin 2016 dans les deux régions anglophones¹⁵⁹. L'ACLED rapporte qu'au cours des six premiers mois de 2024, la région du Nord-Ouest est devenue la deuxième région administrative la plus dangereuse pour les civils en Afrique, juste après l'État d'al-Jazirah au centre du Soudan¹⁶⁰.

¹⁵⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

¹⁵⁷ ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

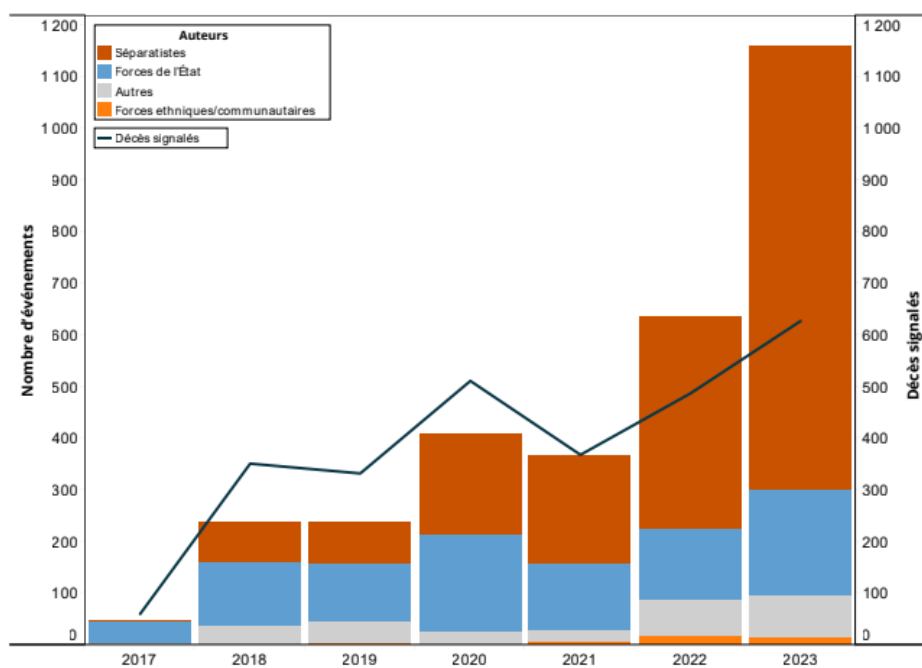
¹⁵⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

¹⁵⁹ HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹⁶⁰ ACLED, 10/10/2024, [url](#)

Plusieurs observateurs rapportent que les populations civiles anglophones paient un lourd tribut au conflit dont elles sont à présent les premières victimes¹⁶¹ et se trouvent « entre le marteau de la répression et l'enclume de la rébellion »¹⁶². Les séparatistes commettent fréquemment des meurtres ou des enlèvements de fonctionnaires, y compris des enseignants, et des élus, qu'ils accusent de « collaborer » avec le gouvernement central de Yaoundé¹⁶³. Les séparatistes attaquent également les civils soupçonnés de collaborer avec la police ou l'armée, appelés *black legs*. Même les combattants séparatistes peuvent être accusés de trahison s'ils fuient les combats¹⁶⁴. De leur côté, l'armée et la police sont accusées de mener des représailles contre ceux qu'elles soupçonnent de soutenir les séparatistes¹⁶⁵.

Entre 2017 et 2019, les forces de l'État étaient principalement responsables des attaques contre les civils dans la région anglophone, ce qui a renforcé la légitimité des combattants séparatistes en tant que protecteurs de la population. En 2020, les groupes séparatistes ont commencé à cibler les civils autant que les forces de l'État. Selon l'ACLEL et GI-TOC, les violences séparatistes contre les civils ont augmenté de manière exponentielle ces dernières années, en raison de la diminution du soutien financier de la diaspora et de l'intensification des enlèvements contre rançon et les pillages en 2022 et 2023¹⁶⁶. « Globalement, la montée de la violence à l'encontre des civils par les groupes séparatistes anglophones prouve bien que la sécurité des populations locales décline dans la région anglophone » pour l'ACLEL et GI-TOC¹⁶⁷. Cette évolution est visible dans le graphique qui suit.



Violence ciblant les civils dans les régions anglophones par auteur, 2017-2023¹⁶⁸

¹⁶¹ Jeune Afrique, 04/12/2024, [url](#) ; Le Monde, 29/10/2024, [url](#) ; RFI, 19/03/2025, [url](#) ; HRW, 11/01/2024, [url](#) ; Cameroun actuel, 17/02/2025, [url](#) ; NRC, 02/2025, [url](#) ; ACLED, 10/10/2024, [url](#) ; GCR2P, 14/03/2025, [url](#)

¹⁶² Jeune Afrique, 04/12/2024, [url](#). Voir aussi : AI, 04/07/2023, [url](#) ; RECODH, TCC, CHRDA, OMCT, IRCT, 11/2024, [url](#)

¹⁶³ Le Monde, 29/10/2024, [url](#)

¹⁶⁴ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

¹⁶⁵ Le Monde, 29/10/2024, [url](#)

¹⁶⁶ ACLED, 10/10/2024, [url](#) ; ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

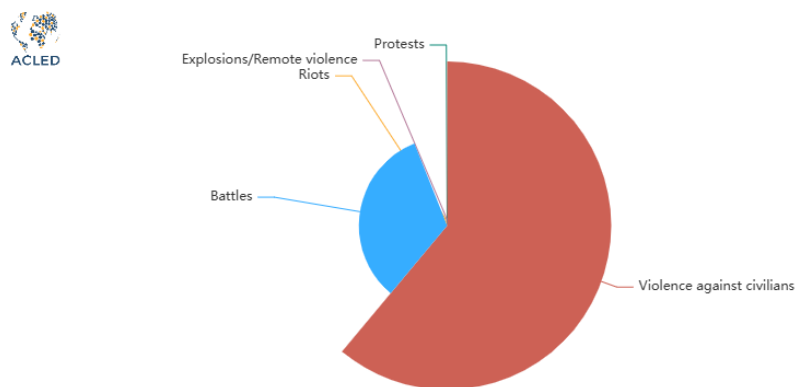
¹⁶⁷ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

¹⁶⁸ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

L'OCHA rapporte que les civils sont exposés aux risques d'affrontements entre forces camerounaises et groupes séparatistes, ainsi qu'aux violences entre groupes armés rivaux, notamment des tirs croisés, enlèvements et explosions d'engins improvisés. Ils subissent des attaques ciblées, enlèvements, assassinats, arrestations illégales, destructions de biens (écoles, centres de santé) et affrontements intercommunautaires¹⁶⁹. L'OCHA indique encore que les civils sont soumis à des restrictions de mouvement, enlèvements contre rançon, extorsion et taxes illégales, qui affectent principalement les voyageurs aux points de contrôle illégaux¹⁷⁰.

Les cartes d'identité nationale sont au centre d'un conflit de loyauté, comme l'explique la chercheuse Marie-Emmanuelle Pommerolle. Quand les forces de l'ordre opèrent des vérifications d'identité, ne pas avoir de carte d'identité est perçu comme une collusion avec les *Ambaboy*s. Cependant, si le contrôle est effectué par ces derniers, avoir une carte d'identité camerounaise est considéré comme un acte de trahison et peut entraîner des violences¹⁷¹.

Pour la période allant de janvier 2024 au 14 mars 2025, l'ACLED rapporte à nouveau une prédominance importante d'incidents violents ciblant les populations civiles :



Fréquence des types d'incidents violents dans le NOSO, 01/01/2024 - 14/03/2025¹⁷²

Parmi les civils, les catégories identifiées comme particulièrement à risque restent les élèves et les enseignants¹⁷³, les journalistes¹⁷⁴, les acteurs humanitaires¹⁷⁵ et le personnel de santé¹⁷⁶ ainsi que les personnes considérées comme représentant l'État, telles que les fonctionnaires, les élus ou les chefs traditionnels¹⁷⁷.

L'ONG Danish Refugee Council (DRC) a répertorié dans le Sud-Ouest les principales raisons qui fondent le sentiment d'insécurité des communautés¹⁷⁸. Les plus couramment invoquées sont reprises ci-après :

¹⁶⁹ OCHA, 04/2024, [url](#)

¹⁷⁰ OCHA, 11/02/2025, [url](#)

¹⁷¹ Afrique XXI (Pommerolle M.-E.), 12/02/2025, [url](#)

¹⁷² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

¹⁷³ UNICEF, 06/02/2025, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#) ; ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

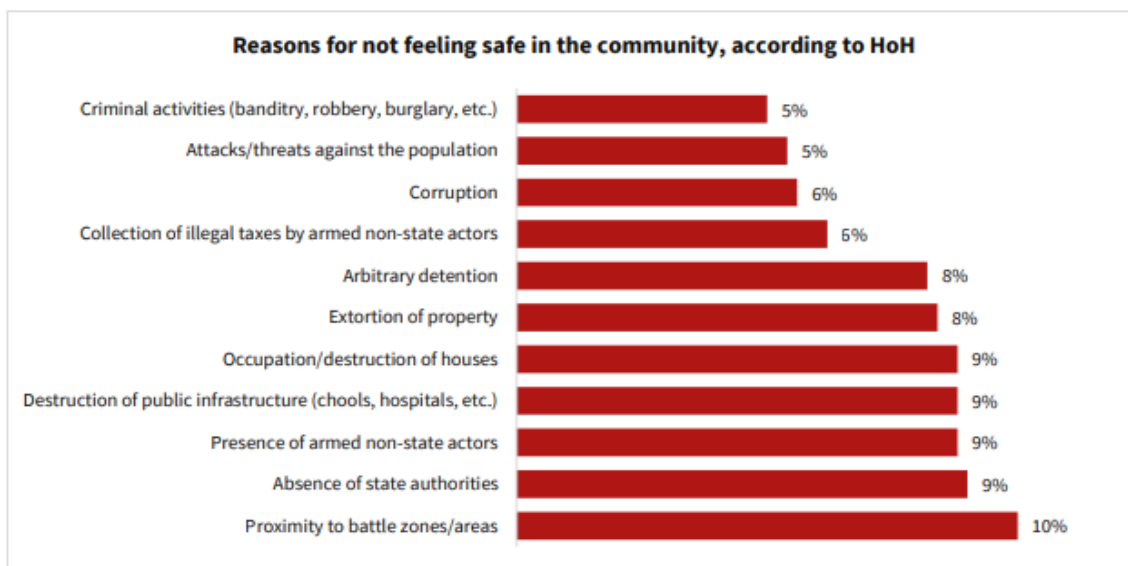
¹⁷⁴ IJNet (Nukapuh M. P.), 26/02/2025, [url](#)

¹⁷⁵ NRC, 02/2025, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#)

¹⁷⁶ OCHA, 04/2024, [url](#)

¹⁷⁷ Jeune Afrique (Foute. F.), 31/12/2024, [url](#) ; BBC, 26/05/2024, [url](#)

¹⁷⁸ DRC, 2024 Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon - Q2, 13/12/2024, [url](#)



Causes principales fondant le sentiment d'insécurité^{179,180}

6. Répartition géographique

6.1. Dans les régions anglophones

L'OCHA indique que la présence des forces étatiques est concentrée le long des axes routiers principaux et dans les villes. Dans les zones rurales, la présence militaire est bien moindre, laissant certaines localités sous l'influence des groupes armés¹⁸¹.

Selon le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun avec lequel le Cedoca a échangé par téléphone le 18 mars 2024, seuls les deux chefs-lieux du NOSO, Bamenda et Buea, sont plus sûrs que les zones rurales, ce qui n'est par contre pas le cas de l'ensemble des villes des deux régions. Il ajoute que les populations sont toutefois sous le joug des séparatistes, y compris à Bamenda et Buea. Même si la pression sur les civils est moins forte dans les zones urbaines que dans les zones rurales, la vie est rythmée par des attaques de représailles, des règlements de compte ou encore des opérations *ghost towns* (voir [8.4.1.](#)). Selon le chercheur, vivre dans un espace où toute personne est susceptible d'être incriminée par les séparatistes ou l'armée impose un sentiment d'insécurité persistant¹⁸².

Une ONG internationale de soutien aux personnes déplacées rencontrée le 25 novembre 2024 à Yaoundé a expliqué que la situation sécuritaire s'est améliorée dans les centres urbains et périurbains grâce à une militarisation accrue, avec des routes principales relativement sécurisées par les militaires camerounais. Les zones reculées comme Ndian restent difficiles d'accès et dangereuses en raison de la présence de groupes armés. Les incidents sécuritaires y sont fréquents. Les groupes armés se sont repositionnés dans des zones difficiles d'accès, contrairement aux débuts du conflit, entre 2017 et

¹⁷⁹ DRC, 2024 *Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon – Q2*, 13/12/2024, [url](#)

¹⁸⁰ Le Cedoca constate que le graphique présente des valeurs similaires par des lignes de longueurs légèrement différentes, mais considère que cela ne modifie pas la pertinence de l'information.

¹⁸¹ OCHA, 04/2024, [url](#)

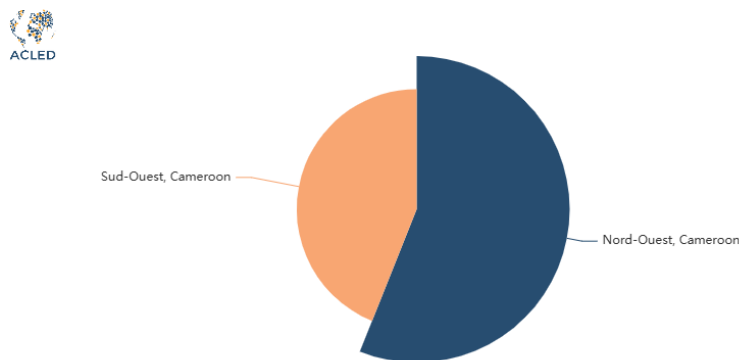
¹⁸² Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

2020, où les affrontements étaient plus urbains. D'après cette source, les incidents violents majeurs sont rares à Buea (Sud-Ouest), à l'exception d'une explosion lors de la Mountain Race en février 2023. En revanche, des arrestations massives et des détentions arbitraires sont menées à Buea à l'encontre de personnes soupçonnées de soutenir des groupes armés. La situation est différente à Bamenda où les incidents de sécurité persistent. À Bamenda, la capitale régionale du Nord-Ouest, le conflit s'est intensifié récemment en raison de nouvelles lois restrictives sur la circulation des motos et des taxis, provoquant des affrontements en pleine ville. L'ONG observe une augmentation de la violence en pleine ville de Bamenda, avec des incidents de sécurité fréquents, comme des explosions d'EEI et des enlèvements. La criminalité est en hausse tant à Bamenda qu'à Buea où des vols, des actes de harcèlement et des viols sont enregistrés¹⁸³.

Selon l'organisation de défense des droits humains Conscience africaine, les nombreux cas de civils tués dans la région de Bamenda (Nord-Ouest) s'expliquent par le refus des familles de payer les rançons exigées par les groupes armés à la suite de leurs enlèvements¹⁸⁴.

Le journaliste Franck Foute s'est rendu dans le Nord-Ouest et à Bamenda, et a documenté la situation sécuritaire dans la région. Dans son article publié par Jeune Afrique le 2 décembre 2024, il relate que les centres administratifs des principales villes, dont Bamenda, sont sécurisés par l'armée. En conséquence, les groupes séparatistes se sont retirés dans la banlieue, entre autres dans la bourgade d'Alabukam (département de la Mezam), à seulement cinq kilomètres du centre-ville de Bamenda. C'est de là qu'ils mènent leurs incursions dans la ville de Bamenda¹⁸⁵.

Pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 14 mars 2025, l'ACLED renseigne une violence plus importante dans le Nord-Ouest :



Répartition de la violence au sein des régions anglophones, 01/01/2024 – 14/03/2025¹⁸⁶

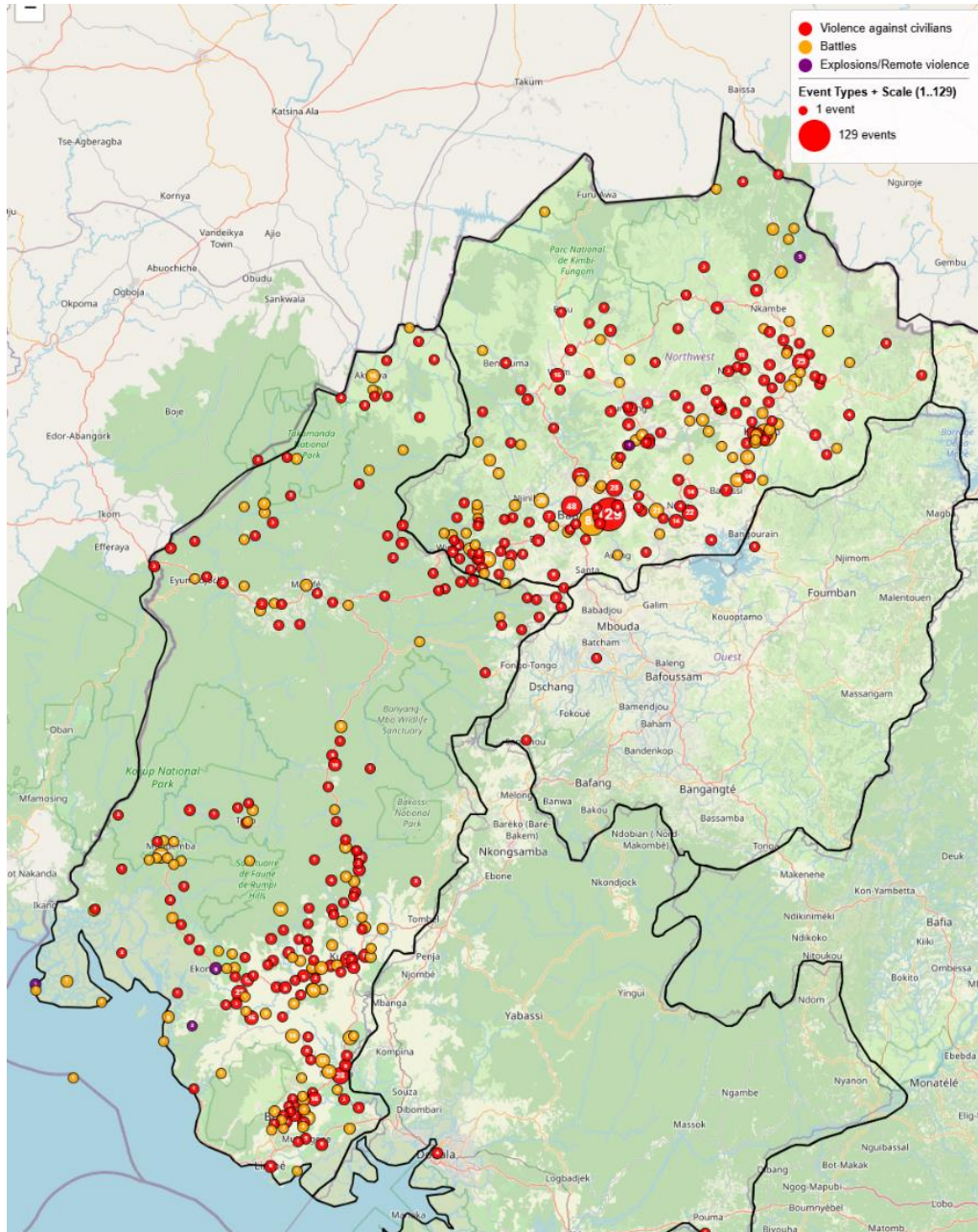
¹⁸³ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

¹⁸⁴ Jeune Afrique (Foute. F.), 31/12/2024, [url](#)

¹⁸⁵ Jeune Afrique (Foute. F.), 02/12/2024, [url](#)

¹⁸⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

La carte ci-dessous, réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, donne la répartition géographique des incidents sécuritaires enregistrés par l'ACLED pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 14 mars 2025.



Répartition de la violence par types d'incident, 01/01/2024 – 14/03/2025. Carte réalisée par le Cedoca sur la base des données de l'ACLED^{187,188}

¹⁸⁷ Chaque marqueur d'événement est placé sur la carte selon les valeurs de latitude et de longitude provenant des données de l'ACLED. Chaque événement est affiché séparément. Si plusieurs événements partagent les mêmes coordonnées, ils sont combinés en une seule bulle dont la taille est proportionnelle au nombre total d'événements ou de fatalités, comme indiqué dans la légende.

¹⁸⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

6.2. En dehors des régions anglophones

Si la violence est majoritairement contenue dans les régions anglophones, des incidents violents imputés aux groupes séparatistes armés ont eu lieu au cours des dernières années dans les régions francophones de l'Ouest et du Littoral, limitrophes du NOSO¹⁸⁹.

Pour la région du Littoral, les données de l'ACLED comptabilisent un unique incident violent entre le 1^{er} janvier 2024 et le 14 mars 2025 ; il s'agit de l'enlèvement d'un journaliste par un groupe armé non identifié. Dans la région de l'Ouest, trois incidents sécuritaires impliquant des groupes armés séparatistes ou non identifiés ont été recensés par l'ACLED pour la même période. Les faits concernent un assassinat, des coups et blessures et l'enlèvement de civils¹⁹⁰.

Questionné sur l'exportation de la violence vers les zones francophones de l'Ouest et du Littoral, le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun a expliqué qu'initialement, les principaux chefs séparatistes s'étaient accordés sur le fait de ne pas impliquer les régions francophones dans le conflit et de ne pas s'en prendre aux populations francophones, considérées comme non responsables des difficultés des anglophones. Mais le chercheur perçoit une fissure dans l'accord initial depuis 2022, la fragmentation des groupes armés séparatistes et le déploiement du banditisme pur menant à des actions « opportunistes » dans des localités francophones limitrophes. Dans ce contexte, un poste de police situé à quelques kilomètres dans la zone francophone et ne bénéficiant pas d'une bonne protection peut être une cible, de même qu'un riche francophone établi non loin de la frontière avec le NOSO. À côté des attaques dites opportunistes, le chercheur considère que certains incidents sécuritaires en zone francophone relèvent de règlements de compte mais peuvent également constituer des attaques assumées et planifiées¹⁹¹.

7. Déplacements de population

La violence et l'insécurité ont provoqué le déplacement de milliers de personnes dans leurs régions d'origine et vers les régions francophones de l'Ouest, du Littoral et du Centre¹⁹². NRC et Plan International considèrent que le conflit dans le NOSO est l'une des crises de déplacement les plus ignorées au monde¹⁹³.

En janvier 2025, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) affiche le nombre de 1,037 million de personnes déplacées à l'échelle nationale¹⁹⁴. Au 28 février 2025, le nombre de déplacés internes en provenance des régions anglophones est évalué par l'OCHA à 583.113 personnes¹⁹⁵. En date du 28 février 2025, le HCR a estimé que parmi elles, quelque 358.000 personnes sont déplacées à l'intérieur des deux régions anglophones et qu'environ 219.000 d'entre elles ont rejoint les régions francophones du Littoral, de l'Ouest et du Centre¹⁹⁶.

¹⁸⁹ AI, 04/07/2023, [url](#) ; France 24, 09/02/2024, [url](#)

¹⁹⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, [url](#)

¹⁹¹ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

¹⁹² ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

¹⁹³ Plan International, 10/2024, [url](#) ; NRC, *The world's most neglected displacement crises 2023*, 03/06/2024, [url](#)

¹⁹⁴ HCR, 25/03/2025, [url](#)

¹⁹⁵ HCR, 28/02/2025, [url](#)

¹⁹⁶ HCR, 28/02/2025, [url](#)

7.1. Déplacés dans les régions anglophones

Selon l'OCHA, la plupart des déplacements sont pendulaires et temporaires, les personnes déplacées retournant chez elles dès que la situation sécuritaire le permet et se déplaçant à nouveau quand la violence les touche une nouvelle fois¹⁹⁷.

Lors de la rencontre du 25 novembre 2024, le Cedoca a demandé à l'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées si elle observe sur le terrain ces déplacements pendulaires, ce que la source a confirmé. Il ne s'agit pas de déplacements massifs en termes de nombre de personnes, mais de petits déplacements selon les épisodes de violence¹⁹⁸.

L'OCHA renseigne que les personnes déplacées sont principalement installées dans des villages voisins (98 %), des campements dans la brousse (1,5 %) ou des abris collectifs (0,5 %). Une majorité d'entre elles (57 %) vit dans des familles d'accueil qui partagent leurs ressources limitées, ce qui accentue leur propre vulnérabilité. Le déplacement contraint les familles à vivre dans une promiscuité accrue avec des proches ou au sein de la communauté d'accueil, augmentant les risques d'exploitation et de violence sexuelles, notamment envers les jeunes filles. Parmi les autres stratégies de survie néfastes signalées figurent le travail des enfants, le mariage précoce et le sexe de survie¹⁹⁹.

Selon les informations de RFI, la population de la ville de Buea a doublé en trois ans étant donné l'afflux des déplacés. En conséquence, les infrastructures routières sont insuffisantes et fortement embouteillées. Vu la pression sur les logements, les propriétaires augmentent leurs prix. Les personnes à faibles moyens se voient obligées de se regrouper à plusieurs dans une seule chambre²⁰⁰.

7.2. Déplacés dans les régions francophones

Bien que de nombreux déplacés cherchent refuge dans leur région d'origine, un nombre significatif continue de se déplacer dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest, d'après ONU-Habitat. Ces régions sont non seulement proches géographiquement, mais elles abritent aussi trois des plus grandes villes du pays : Yaoundé, Douala et Bafoussam²⁰¹. Dans la région du Littoral, les départements du Wouri et du Moungo accueillent 85 % des déplacés internes provenant du NOSO²⁰².

La majorité des déplacés arrivant à Douala depuis le NOSO sont des femmes avec leurs enfants, tandis que les hommes restent dans les zones de conflit pour défendre les biens²⁰³. D'après l'OCHA, dans les régions du Littoral et de l'Ouest, 57 % des personnes déplacées vivent dans des logements de location tandis que 37 % sont hébergées par des familles d'accueil²⁰⁴. À Douala, elles sont souvent hébergées gratuitement par des familles d'accueil, des amis ou des proches, et cherchent des activités économiques. Les personnes sans relations sociales à Douala sollicitent l'aide des réseaux de déplacés ou communautaires, constitués depuis des décennies et organisés selon les régions d'origine. L'intégration des personnes déplacées se manifeste par leur participation économique dans la communauté d'accueil. À cet égard, les marchés jouent un rôle essentiel dans la socialisation, permettant aux femmes de rencontrer des personnes parlant leur dialecte²⁰⁵. À leur arrivée, les déplacés sont plus susceptibles de s'installer dans des quartiers informels ou peu construits. Ils y

¹⁹⁷ OCHA, 09/02/2024, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#)

¹⁹⁸ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

¹⁹⁹ OCHA, 04/2024, [url](#)

²⁰⁰ RFI, 21/03/2025, [url](#)

²⁰¹ ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

²⁰² ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

²⁰³ ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

²⁰⁴ OCHA, 04/2024, [url](#)

²⁰⁵ ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

résident souvent dans des habitations en tôle et dépourvues de services municipaux de base comme l'eau, la collecte des déchets et l'électricité. Les conditions d'hygiène fréquemment inadéquates créent un sentiment d'insécurité chez les femmes et accroissent le risque de maladies²⁰⁶.

Selon ONU-Habitat, l'accès à l'éducation est particulièrement difficile pour les enfants déplacés du NOSO. Avoir un certificat de naissance est nécessaire pour passer des examens scolaires et leur obtention est un défi majeur pour les ménages déplacés, car ils peuvent avoir perdu ou ne pas avoir eu le temps de préparer ces documents avant de fuir²⁰⁷.

L'OCHA rapporte que dans les régions du Littoral et de l'Ouest, les personnes déplacées peinent à accéder aux services de base en raison de ressources financières limitées et de la peur de la stigmatisation. Beaucoup de ceux qui ont réussi à fuir la violence se retrouvent confrontés à l'exploitation et aux abus au sein de la communauté d'accueil, et recourent à des stratégies d'adaptation négatives dont le sexe de survie. Les déplacés sont souvent moins bien rémunérés, travaillent plus longtemps et paient des prix plus élevés pour le loyer et les biens. Les tensions avec les communautés d'accueil augmentent à mesure que la crise perdure, car les familles d'accueil ont de plus en plus de difficultés à subvenir à leurs propres besoins et à accéder aux services²⁰⁸.

L'interdiction de l'éducation publique et le ciblage des établissements scolaires par les groupes séparatistes ont amené de nombreuses familles à envoyer leurs enfants dans les régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre pour qu'ils puissent poursuivre leur éducation de façon sécurisée. Cependant, malgré le décret du gouvernement visant à fournir une éducation gratuite aux enfants déplacés internes, des milliers d'entre eux ont du mal à accéder à l'éducation en raison de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des contraintes financières. Les principales raisons de la non scolarisation des enfants déplacés dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Centre sont les frais de scolarité élevés et la surpopulation des salles de classe, en particulier pour les étudiants souhaitant suivre un cursus en anglais, d'après l'OCHA²⁰⁹.

Lors de la mission au Cameroun fin 2024, le Cedoca a demandé à plusieurs interlocuteurs quelle est la situation des anglophones déplacés par le conflit en zone francophone et si des discriminations existent à leur égard. Les informations récoltées sont reprises ci-après.

L'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées a signalé qu'une nouvelle loi a été adoptée par le gouvernement pour éviter le profilage des individus en utilisant des termes comme « les anglophones » ou « les Bamenda » pouvant entraîner des préjugés. À Yaoundé, certains Camerounais francophones ont été arrêtés pour avoir fait des commentaires désobligeants sur les femmes bamenda sur les réseaux sociaux. D'après cette source, le gouvernement met l'accent sur la cohésion nationale et le vivre ensemble. Cet acteur ajoute que la densité des anglophones à Douala est particulièrement élevée. Douala et Yaoundé sont très différentes. Yaoundé est principalement francophone, tandis que Douala a une forte ambiance anglophone, surtout en raison de son rôle économique. Les « public services » y sont généralement francophones et anglophones. En comparaison, Yaoundé est plus administrative et politique. Douala offre une immersion anglophone plus marquée²¹⁰.

Le 27 novembre 2024, le Cedoca s'est entretenu à Douala avec Mohamed Dougouno, directeur de l'antenne locale de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui dispose d'un programme d'assistance aux déplacés internes. Selon cette source, les ressortissants du NOSO déplacés à Douala se trouvent principalement dans les communes de Douala 4 (Bonabéri) en raison de sa proximité avec le Sud-Ouest et de la présence de nombreux ressortissants anglophones déjà installés avant la crise.

²⁰⁶ ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

²⁰⁷ ONU-Habitat, 02/2024, [url](#)

²⁰⁸ OCHA, 04/2024, [url](#)

²⁰⁹ OCHA, 04/2024, [url](#)

²¹⁰ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

En collaboration avec le Bureau national de l'état civil (BUNEC), l'OIM soutient les personnes déplacées dans l'obtention de documents d'identité, souvent perdus lors de leur fuite précipitée des zones de conflit. L'OIM finance également des activités génératrices de revenus en vue de l'autonomisation des déplacés, en les formant à l'entrepreneuriat et aux petits métiers comme la couture et la coiffure. À la suite de leur formation, l'OIM fournit aux bénéficiaires le matériel nécessaire et un fonds de roulement pour lancer leurs activités, afin de leur permettre d'atteindre une certaine autonomie économique²¹¹.

Invité à s'exprimer sur la cohabitation entre les déplacés du NOSO et les populations d'accueil à Douala, le directeur de l'antenne de Douala de l'OIM a indiqué que les déplacés anglophones sont généralement bien accueillis dans les autres régions du pays. Bien qu'il puisse y avoir des problèmes de cohabitation, ils sont souvent mineurs. Cependant, ces déplacements exercent une pression supplémentaire sur le système économique et les infrastructures. L'accès des personnes déplacées aux services publics, dont les services de santé, peut s'avérer compliqué, d'après le directeur de l'OIM de Douala. Des délais d'attente importants et une prise en charge insuffisante sont rapportés. Interrogé ensuite sur les possibles discriminations dans l'accès au logement et à la scolarité, notamment par le biais de coûts plus élevés, la même source signale ne pas être au courant de telles pratiques à Douala. Elle ajoute que le coût du logement à Douala est généralement très élevé, ce qui peut poser des difficultés pour les déplacés internes qui ont peu de ressources²¹².

Sollicitée par courrier électronique le 29 février 2024 sur l'attitude des autorités envers les déplacés anglophones dans les régions francophones, NDH Cameroun a communiqué le jour même ce qui suit dans un courrier électronique :

« Les autorités camerounaises n'ont pas de programmes spécifiques pour les déplacés internes ou les déplacés anglophones. Ceux-ci se fondent dans la population et se retrouvent partout où ils peuvent se débrouiller pour avoir de quoi vivre. En ce qui concerne les tracasseries administratives, il y a au Cameroun ce qu'on appelle 'le contrôle d'identité'. C'est vraiment déplorable car beaucoup de camerounais n'ont pas la Carte nationale d'identité et la situation est encore plus grave parmi les déplacés. Et du fait de l'absence d'une carte d'identité nationale, vous pouvez être arrêté et même gardé à vue. C'est aussi l'occasion pour la police d'extorquer les gens pour leur libération. Dans le même ordre d'idée, il y a aussi une pratique courante des forces de sécurité et de défense de boucler ou ratisser des quartiers qui se terminent souvent avec des arrestations massives, des fouilles et encore une fois le contrôle d'identité. De telles opérations ont souvent été menées dans des quartiers à forte concentration des déplacés mais aussi ailleurs [sic] »²¹³.

Le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun joint par téléphone le 18 mars 2024 a déclaré qu'il n'y a pas de politique de discrimination voulue par les autorités, mais que des anglophones peuvent être discriminés, volontairement ou non. Il a souligné que de nombreux Camerounais, qu'ils soient francophones ou anglophones, n'ont pas de documents d'identité, ce qui peut entraîner des arrestations lors des contrôles d'identité. Concernant l'accès aux services publics, les anglophones déplacés rencontrent les mêmes difficultés qu'avant le conflit dans le NOSO. Certains employés administratifs peuvent les traiter d'« Ambazoniens » à cause de leur utilisation de l'anglais, tandis que d'autres les considèrent maintenant comme « des frères des régions anglophones » et les traitent mieux. Enfin, la population francophone accueille généralement bien les déplacés anglophones, bien que des difficultés de cohabitation puissent survenir, surtout dans les villages peu cosmopolites qui peuvent se sentir submergés par l'arrivée massive de déplacés²¹⁴.

²¹¹ Dougouno M., directeur d'antenne, OIM Douala, entretien, Douala, 27/11/2024

²¹² Dougouno M., directeur d'antenne, OIM Douala, entretien, Douala, 27/11/2024

²¹³ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

²¹⁴ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

7.3. Retournés

Toutes les personnes retournées dans le NOSO sont parties initialement à cause de la violence, la plupart (76 %) en 2021 ou avant. Environ 32 % sont revenues pour accéder à des terres agricoles, 30 % en raison du manque d'opportunités de subsistance dans les zones de déplacement, et seulement 18 % en raison de la sécurité relative dans leur village d'origine. Environ 65 % des retournés sont revenus des régions du NOSO, tandis que 24 % sont revenus du Littoral et 9 % de la région de l'Ouest, selon les données de l'OCHA. Les retournés trouvent souvent leurs maisons partiellement ou complètement endommagées. De plus, ils rencontrent parfois des difficultés à récupérer leurs terres, si celles-ci ont été cultivées par quelqu'un d'autre entre-temps et que cette personne n'est pas prête à les céder²¹⁵.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Éducation

Depuis septembre 2017, les groupes séparatistes ont interdit l'enseignement public et ont attaqué à de nombreuses reprises les infrastructures scolaires, rendant leur fréquentation dangereuse pour les enfants et les enseignants. Les séparatistes réglementent les activités scolaires et imposent des fermetures et des confinements fréquents, surtout aux établissements publics. Les écoles privées doivent être approuvées par les séparatistes. Les étudiants restent souvent des cibles pour des enlèvements visant à collecter des fonds²¹⁶. En 2024, les établissements scolaires, le personnel et les élèves ont continué d'être ciblés, et un confinement de deux semaines a eu lieu début septembre 2024²¹⁷.

Malgré cela, le nombre d'écoles opérationnelles a augmenté. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), 41 % des écoles dans le NOSO sont non fonctionnelles en 2024, mais 75 % des enfants en âge scolaire dans ces deux régions fréquentent désormais l'école. Entre 2015 et 2018, le nombre d'élèves du primaire a fortement diminué dans les deux régions, mais depuis 2019, cette tendance est en hausse. Cependant, les enfants sont scolarisés dans des conditions défavorables, avec un manque de mobilier et de matériel scolaire essentiels, dans des salles de classe souvent surpeuplées et avec un accès limité à l'eau. De plus, l'UNICEF observe que les enfants et les enseignants prennent des risques importants pour recevoir et dispenser une éducation, et que plus de la moitié des enfants se sentent en insécurité sur le chemin de l'école²¹⁸.

Selon Plan International, plusieurs facteurs expliquent la déscolarisation des enfants : la fermeture ou la destruction des établissements, la nécessité de subvenir aux besoins familiaux, les mariages d'enfants et les trajets dangereux. Les garçons travaillent souvent pour gagner un revenu et sont exposés au recrutement par des groupes armés, tandis que les filles sont affectées par le manque de sécurité et les grossesses précoces²¹⁹. L'OCHA note que le manque de moyens financiers pour payer les frais de scolarité et le matériel pédagogique est désormais la principale cause du faible accès à l'éducation, surpassant l'insécurité et la fermeture des écoles. Cette tendance montre que les parents

²¹⁵ OCHA, 04/2024, [url](#)

²¹⁶ OCHA, 04/2024, [url](#)

²¹⁷ Actu Cameroun, 08/05/2024, [url](#) ; Actu Cameroun, 24/09/2024, [url](#) ; Actu Cameroun, 10/09/2024, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 03/10/2024, [url](#)

²¹⁸ UNICEF, 06/02/2025, [url](#)

²¹⁹ Plan International, 10/2024, [url](#)

sont prêts à prendre des risques pour l'éducation de leurs enfants, mais que la crise prolongée a réduit les ressources financières disponibles²²⁰.

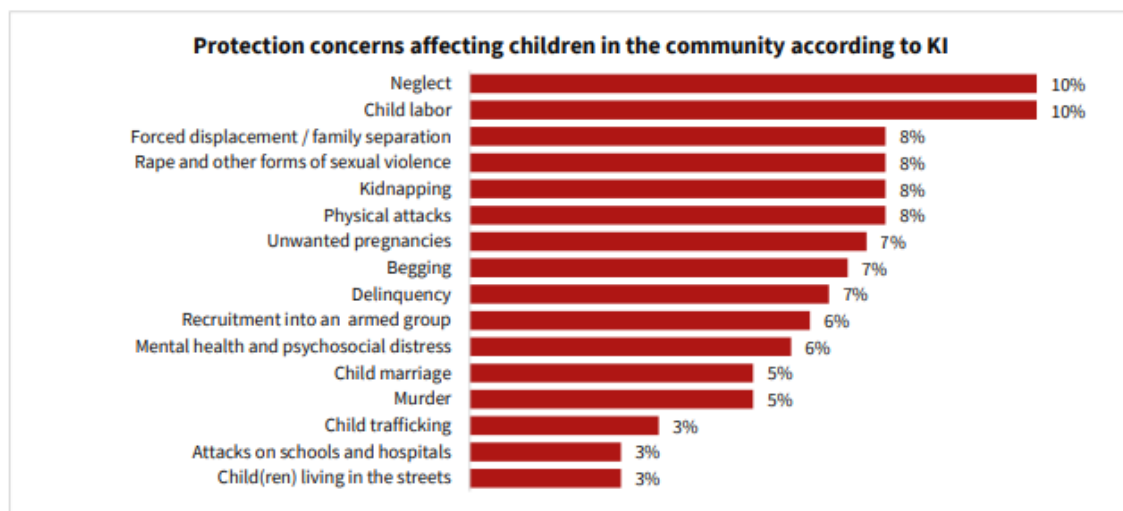
8.2. Situation humanitaire

En 2024, environ 1,8 million de personnes dans le NOSO sont considérées comme en besoin d'aide humanitaire, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS)²²¹.

Les populations du NOSO sont confrontées à des défis sanitaires tels que des épidémies, des traumatismes physiques et mentaux, un accès limité aux services de santé sexuelle et reproductive pour les femmes et les adolescentes, et un accès restreint aux soins de santé essentiels en général. Les principales difficultés sont le grand nombre de structures de santé non fonctionnelles ou partiellement fonctionnelles, les barrières financières pour accéder aux soins, et les attaques contre le personnel de santé. Les centres de santé opérationnels de la région manquent d'équipements et de personnel, ce qui les rend incapables de prodiguer des soins complets. Les hôpitaux de district étant fortement endommagés, les patients sont orientés vers les hôpitaux régionaux de Buea ou Bamenda, parcourant des heures de trajet pour obtenir des soins médicaux, même les plus élémentaires. Ces longs déplacements occasionnent des risques supplémentaires liés aux arrestations arbitraires ainsi qu'aux violences physiques et sexuelles²²².

La situation des enfants déplacés par la violence est considérée par l'OCHA comme particulièrement problématique : témoins ou victimes de violences (enlèvements, recrutements, tortures, exploitation, meurtres, etc.), les enfants sont sujets à des niveaux importants de stress et de traumatisme impactant leur développement cognitif et émotionnel²²³.

Les principaux risques auxquels sont confrontés les enfants ont été répertoriés par DRC et sont présentés dans ce tableau :



Préoccupations en matière de protection pour les enfants^{224,225}

²²⁰ OCHA, 04/2024, [url](#)

²²¹ WHO, Health Cluster, 06/02/2025, [url](#)

²²² OCHA, 04/2024, [url](#)

²²³ OCHA, 04/2024, [url](#)

²²⁴ DRC, 2024 Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon – Q2, 13/12/2024, [url](#)

²²⁵ Le Cedoca constate que le graphique présente des valeurs similaires par des lignes de longueurs légèrement différentes, mais considère que cela ne modifie pas la pertinence de l'information.

8.3. Situation économique

Les régions du NOSO contribuent significativement à l'économie nationale, notamment par la production et l'exportation de cultures de rente. La crise a un impact majeur sur les économies locales²²⁶. D'après le NRC, la capacité des populations à travailler est restreinte par les incidents violents : les activités de subsistance, de commerce et les marchés sont perturbés dans les zones touchées par l'insécurité. Cela se traduit par des revenus réduits et un accès limité aux denrées, dont les prix sont en hausse²²⁷.

En conséquence, les filles comme les garçons travaillent dans n'importe quel domaine pour contribuer aux revenus familiaux, selon Plan International. Les filles et les femmes se concentrent principalement sur l'agriculture, lorsqu'elles le peuvent, et la vente de nourriture. Les garçons et les hommes pratiquent également l'agriculture, mais ils sont plus souvent engagés dans des petits boulots. Ces derniers se sentent responsables du revenu familial et sont décrits comme des « protecteurs » et des « gagne-pain » pour leur famille²²⁸.

Les violences en cours ont conduit les populations touchées à adopter des stratégies de survie néfastes. Il s'agit notamment du sexe de survie et de l'exploitation, des mariages d'enfants et du travail des enfants, qui sont des phénomènes moins ancrés culturellement dans ces régions et qui apparaissent clairement comme une conséquence de la crise, selon l'OCHA²²⁹.

8.4. Liberté de mouvement

8.4.1. Confinements

Depuis 2016, les séparatistes ont instauré les journées villes mortes les lundis (*ghost town*) pour perturber l'économie et la société. L'objectif est d'attirer l'attention sur les mauvais traitements infligés par Yaoundé dans la région anglophone. Les civils arrêtent toute activité professionnelle dans les secteurs public et privé, et des restrictions de mouvement sont imposées, empêchant quiconque de se rendre au marché, à l'école, ou de circuler sur certaines routes. En plus des restrictions du lundi, les séparatistes imposent souvent des limitations de mouvement et d'activités à d'autres jours clés, comme le 1^{er} octobre, jour de la déclaration d'indépendance. Les civils désertent alors les marchés et les lieux publics en raison des menaces des séparatistes. Certains confinements (*lockdowns*) peuvent parfois durer plusieurs semaines. Les séparatistes mettent en garde que toute personne ne respectant pas cette interdiction s'expose à des représailles²³⁰.

Dans certaines villes comme Kumba, les autorités locales favorables à Yaoundé ont essayé de mettre fin aux confinements en relançant l'économie et les écoles, en incitant les civils à aller travailler et au marché, et en encourageant les enseignants et les enfants à reprendre les cours. Cependant, beaucoup de civils craignent encore les représailles des séparatistes s'ils ne respectent pas les villes mortes et préfèrent éviter les activités interdites. Coincés entre les séparatistes et le gouvernement de Yaoundé, les fonctionnaires locaux et les chefs traditionnels font face à de grandes difficultés et selon leurs actions, risquent des violences de la part de l'un ou l'autre camp²³¹.

²²⁶ OCHA, 04/2024, [url](#)

²²⁷ NRC, 18/12/2023, [url](#)

²²⁸ Plan International, 10/2024, [url](#)

²²⁹ OCHA, 11/05/2023, [url](#) ; OCHA, 07/02/2024, [url](#)

²³⁰ HRW, 27/06/2022, [url](#) ; DW, 30/10/2023, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 05/09/2023, [url](#) ; OCHA, 09/02/2024, [url](#) ; USDOS, 22/04/2024, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#) ; UNFPA, 01/04/2024, [url](#) ; ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

²³¹ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

Le 25 novembre 2024, le Cedoca a demandé à l'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées si les *lockdowns* et les journées villes mortes imposés par les groupes séparatistes sont toujours respectés par les communautés. L'ONG a indiqué que ces mesures de confinement sont davantage respectées à Bamenda qu'à Buea. Elles sont suivies dans les zones reculées, même par les autorités publiques. Cette source a ajouté que certaines dates de villes mortes sont prédéterminées comme les jours de fêtes nationales, le 11 mai, la fête du travail, etc. Dernièrement, les *lockdowns* deviennent de plus en plus contextualisés selon les groupes armés et les départements. Plusieurs communiqués peuvent émaner de différents groupes et annoncer des dates de *lockdowns* différentes²³².

D'après Jeune Afrique, les injonctions séparatistes de villes mortes sont scrupuleusement respectées à Bamenda, à l'exception de quelques quartiers de l'hypercentre²³³. RFI renseigne que dans la ville de Buea (Sud-Ouest), les lundis villes mortes continuent d'être respectés par une partie des habitants²³⁴.

Début septembre 2024, les tensions ont fortement augmenté à la suite de l'imposition de villes mortes par les groupes séparatistes autour de la rentrée scolaire et de la date symbolique du 1^{er} octobre dans diverses localités²³⁵. La consigne suivante a été donnée aux populations : « We don't want anyone out on that date. Anyone who opens a shop, drives a car, or is simply caught walking around will be killed ». En réaction, la présence policière et les contrôles ont été renforcés²³⁶.

Dans une communication en août 2024, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme considère que « l'imposition de jours de confinement par des groupes séparatistes, empêch[e]nt les enfants de se rendre à l'école et les populations d'accéder à leurs moyens de subsistance au risque de se faire tirer dessus »²³⁷.

8.4.2. Circulation interne

Des points de contrôle sont érigés tant par les forces gouvernementales que par les groupes armés. Selon AI, « [u]ne même route peut être à la fois sous la coupe de l'armée à certains postes de contrôle et aux mains des séparatistes à d'autres »²³⁸.

Lors de l'entretien du 19 novembre 2024, NDH a réaffirmé cette situation en indiquant que les groupes armés extorquent de l'argent aux civils en installant des postes de péage et des checkpoints, où ils demandent des contributions sous peine de violence. Pour voyager d'un point à un autre, une contribution obligatoire est exigée au risque d'être tabassé. Groupes armés et forces gouvernementales jouent au chat et à la souris : dès qu'un point de contrôle est découvert par l'armée, il est déplacé par les groupes armés²³⁹.

À la question de savoir comment se déroulent les contrôles sur les axes routiers, l'ONG internationale de soutien aux personnes déplacées a souligné que le passage des checkpoints par les civils peut occasionner des incidents. Qu'ils soient tenus par les groupes armés ou par les militaires, les postes de contrôle sont des lieux où les civils sont exposés à la corruption. Les personnes y sont menacées pour qu'elles donnent de l'argent²⁴⁰.

²³² ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

²³³ Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

²³⁴ RFI, 21/03/2025, [url](#)

²³⁵ Jeune Afrique (Foute F.), 03/10/2024, [url](#) ; The Africa Report (Foute F.), 07/10/2024, [url](#)

²³⁶ The Africa Report (Foute F.), 07/10/2024, [url](#)

²³⁷ VOA, 12/08/2024, [url](#)

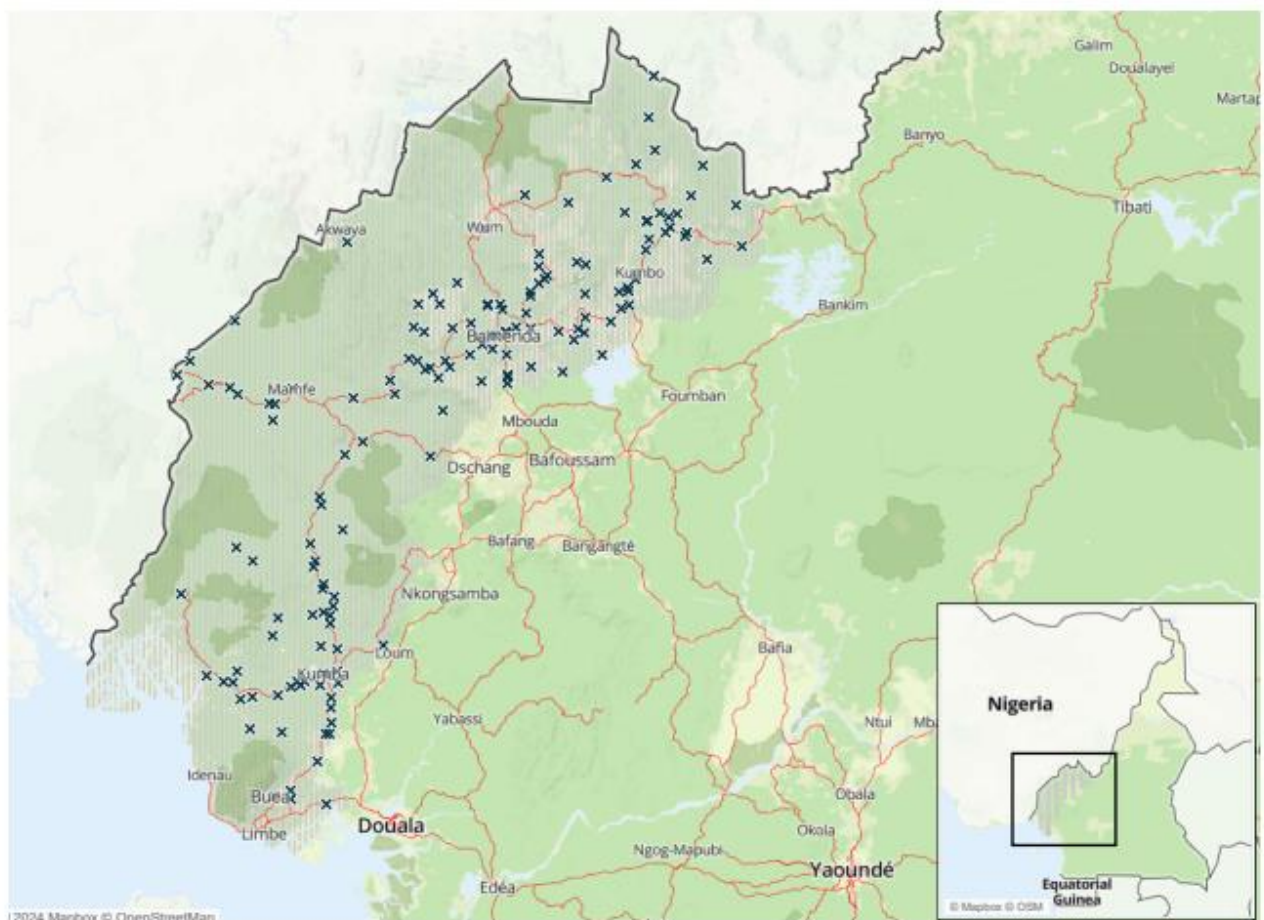
²³⁸ AI, 04/07/2023, [url](#)

²³⁹ NDH Cameroun, entretien, Yaoundé, 19/11/2024

²⁴⁰ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

La même source a signalé le 25 novembre 2024 qu'à plusieurs reprises, des communications ont annoncé la fermeture momentanée des frontières entre le « *English-speaking* » et le « *French-speaking Cameroon* », donc entre le NOSO et la partie francophone. Mais la question se pose de savoir s'ils ont la capacité de faire respecter une telle mesure. Des messages interdisant l'accès des régions anglophones aux ressortissants français ont également circulé, les séparatistes accusant la France de soutenir le gouvernement camerounais²⁴¹.

D'après Jeune Afrique, aux checkpoints, les personnes ne disposant pas du reçu de paiement de leur impôt révolutionnaire doivent s'acquitter sur place d'une amende de 30.000 francs CFA pour les hommes et 15.000 francs CFA pour les femmes. En outre, les passants identifiés comme des agents de l'État ou parfois ceux qui « parlent trop bien le français » peuvent être kidnappés. *A contrario* être en possession d'un reçu de l'impôt de libération peut valoir une interpellation ou une inculpation pour « complicité de terrorisme » par les forces camerounaises²⁴².



Points de contrôle dans les régions anglophones, 2017-2023²⁴³

L'OCHA observe que les hommes et les garçons limitent leurs déplacements et les rassemblements, en particulier après la tombée de la nuit, pour éviter les violences. En tant que combattants potentiels, les hommes sont perçus comme des menaces par les deux parties. La neutralité étant considérée

²⁴¹ ONG internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024

²⁴² Jeune Afrique (Foute F.), 02/12/2024, [url](#)

²⁴³ ACLED, GI-TOC, 10/09/2024, [url](#)

comme impossible, les hommes et les garçons sont davantage susceptibles d'être arrêtés aux points de contrôle par les forces de l'ordre ou par les groupes armés. Ils sont exposés de façon accrue à la torture ou aux traitements inhumains, au vol, au harcèlement, à l'extorsion et aux arrestations et/ou détentions arbitraires par les deux camps, en particulier lorsqu'ils n'ont pas de papiers d'identité. Certaines familles limitent les déplacements de leurs garçons pour éviter qu'ils ne soient recrutés de force ou tués. Les jeunes hommes qui résident encore dans des zones où les raids sont fréquents doivent s'assurer qu'ils ne sont pas vus par les acteurs armés. Ils restent chez eux autant que possible, se cachent en brousse ou se déplacent dans d'autres zones²⁴⁴.

En mai 2024, Yaoundé a imposé un couvre-feu aux motos pour freiner l'insécurité dans les villes. En réaction, en juin 2024, les groupes séparatistes ont ordonné aux chauffeurs de taxis de repeindre les taxis en bleu et blanc, couleurs de l'Ambazonie, sous peine de voir leurs véhicules incendiés²⁴⁵. Des chauffeurs de taxi de Bamenda (Nord-Ouest) qui ont contredit cette injonction ont été la cible d'attaques meurtrières²⁴⁶.

8.5. Services publics

Dans de nombreuses zones et en particulier dans les zones rurales, les administrations locales ont dû fermer en raison de la violence. Cette interruption des services publics complique l'accès aux documents civils et juridiques. De plus, en période de crise, l'obtention de documents d'état civil, tels que les cartes d'identité et les actes de naissance, n'est pas perçue comme une priorité, ce qui fait que de nombreuses personnes ne possèdent pas de papiers d'identité. Certains documents ont également été égarés ou détruits lors de violences ou de déplacements. En outre, la méfiance à l'égard des autorités et la crainte que les groupes armés ne s'en prennent aux personnes possédant une carte d'identité camerounaise contribuent à l'absence de documents civils et légaux. Or, en l'absence de documents, l'accès aux services de base, tels que la santé et l'éducation, est rendu difficile. Cela empêche en particulier les personnes retournées de prouver la possession légale de leurs propriétés, ce qui entraîne des conflits liés à la propriété, y compris des expulsions²⁴⁷.

²⁴⁴ OCHA, 11/05/2023, [url](#) ; OCHA, 04/2024, [url](#)

²⁴⁵ The Guardian, 21/11/2024, [url](#)

²⁴⁶ ICG, 16/10/2024, [url](#)

²⁴⁷ OCHA, 04/2024, [url](#)

Bibliographie

Contacts directs

Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Dougouno M., directeur d'antenne, Organisation internationale pour les migrations (OIM) Douala, entretien, Douala, 27/11/2024

Nouveaux droits de l'homme (NDH) Cameroun, organisation non gouvernementale de défense des droits humains, courrier électronique, 29/02/2024, ndhcam@yahoo.fr

Nouveaux droits de l'homme (NDH) Cameroun, organisation non gouvernementale de défense des droits humains, entretien, Yaoundé, 19/11/2024

Organisation internationale de soutien aux personnes déplacées, entretien, Yaoundé, 25/11/2024, identité non communiquée pour garantir la sécurité de cette source

Un Monde Avenir, organisation non gouvernementale de défense des droits humains, entretien, Douala, 29/11/2024

Sources écrites et audiovisuelles

Actu Cameroun, *BIR 2024 : une nouvelle génération de soldats d'élite prête à servir le Cameroun*, 16/12/2024, <https://actucameroun.com/2024/12/16/bir-2024-une-nouvelle-generation-de-soldats-delite-prete-a-servir-le-cameroun/#:~:text=Au%20total%2C%201%20133%20nouveaux,l'air%20et%20la%20marine> [consulté le 04/04/2025]

Actu Cameroun, *Crise anglophone : 17 écoles attaquées depuis le début de l'année 2024, selon l'ONU*, 08/05/2024, <https://actucameroun.com/2024/05/08/crise-anglophone-17-ecoles-attaquees-depuis-le-debut-de-lannee-2024-selon-lonu/> [consulté le 01/04/2025]

Actu Cameroun, *Le BIR inaugure deux nouveaux camps à Ekona et Ombe*, 09/02/2025, <https://actucameroun.com/2025/02/09/le-bir-inaugure-deux-nouveaux-camps-a-ekona-et-ombe/> [consulté le 04/04/2025]

Actu Cameroun, *Nord-Ouest : les séparatistes détruisent les bâtiments de l'école publique de Nyugu*, 24/09/2024, <https://actucameroun.com/2024/09/24/nord-ouest-les-separatistes-detruisent-les-batiments-de-lecole-publique-de-nyugu/> [consulté le 01/04/2025]

Actu Cameroun, *Reprise timide des cours dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest face aux tensions séparatistes*, 10/09/2024, <https://actucameroun.com/2024/09/10/reprise-timide-des-cours-dans-les-regions-du-nord-ouest-et-sud-ouest-face-aux-tensions-separatistes/> [consulté le 01/04/2025]

African Arguments, *Death by a thousand cuts: Cameroon struggles in fight against separatists*, 24/08/2021, <https://africanarguments.org/2021/08/death-by-a-thousand-cuts-cameroon-struggles-in-fight-against-separatists/> [consulté le 04/04/2024]

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), *The Anglophone Dilemma in Cameroon*, 21/07/2017, <https://reliefweb.int/report/cameroon/anglophone-dilemma-cameroon> [consulté le 27/10/2021]

Afrique XXI (Boursin C.), *Cameroun anglophone. Une guerre passée sous silence*, 19/07/2022, <https://afriquexxi.info/Cameroun-anglophone-Une-guerre-passee-sous-silence> [consulté le 04/04/2024]

Afrique XXI (Pommerolle M.-E.), *Cameroun. La radicalisation des loyautés au cœur de la guerre anglophone*, 12/02/2025, <https://afriquexxi.info/Cameroun-La-radicalisation-des-loyautes-au-coeur-de-la-guerre-anglophone> [consulté le 21/03/2025]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Avec ou contre nous. La population prise en étau entre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région du Nord-Ouest*, 04/07/2023, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2023/07/AFR1768382023FRENCH-1.pdf> [consulté le 26/03/2025]

Amnesty International (AI), *Cameroun. L'homicide illégal de deux personnes par des séparatistes ne doit pas rester impuni*, 09/10/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/10/cameroon-the-unlawful-killings-of-two-people-by-separatists-must-not-go-unpunished/> [consulté le 04/04/2024]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Les atrocités récurrentes commises dans les régions anglophones doivent être stoppées et faire l'objet d'enquêtes*, 04/07/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/07/cameroon-rampant-atrocities-amid-anglophone-regions-must-be-stopped/> [consulté le 03/04/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acledd/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Afrique*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/03/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 14/03/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), Non-State Armed Groups and Illicit Economies in West Africa: Anglophone separatists*, 10/09/2024, <https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2024/09/d4248905-7022-462d-a85a-5d2645fc5b22.pdf> [consulté le 26/03/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Q&A The evolution of Ambazonian separatist groups in Anglophone Cameroon*, 10/10/2024, <https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2024/10/QA-Cameroon-PDF.pdf> [consulté le 27/03/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]

BBC, *Cameroonian separatist leader arrested in Norway*, 26/09/2024, <https://www.bbc.com/news/articles/c1l4dj79lneo> [consulté le 26/03/2025]

BBC, *Crise anglophone: une élue assassinée au Cameroun après avoir assisté à la projection d'un film sur Paul Biya*, 26/05/2024, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c255drkyqk1o> [consulté le 03/04/2025]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Cameroun : Rapport de situation, 07 février 2024*, 07/02/2024, <https://reliefweb.int/attachments/13b1abc3-ccc2-4082-888f-bdc63871aaf1/Cameroun%20-%20Rapport%20de%20situation%2C%2007%20f%C3%A9vrier%202024.pdf> [consulté le 02/04/2025]

Cameroun actuel, *Nord-Ouest : la colère des civils contre les séparatistes explose*, 17/02/2025, <https://camerounactuel.com/nord-ouest-la-colere-des-civils-contre-les-separatistes-explose/> [consulté le 01/04/2025]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *COI Focus. Cameroun. Régions anglophones : situation sécuritaire*, 20/02/2023, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cameroun_regions_anglophones_situation_securitaire_20230220.pdf [consulté le 04/04/2024]

- Danish Refugee Council (DRC), *2024 Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon - Q1*, 13/12/2024, <https://reliefweb.int/report/cameroon/2024-protection-monitoring-quarterly-report-southwest-cameroon-q1> [consulté le 03/04/2025]
- Danish Refugee Council (DRC), *2024 Protection Monitoring Quarterly Report in Southwest Cameroon - Q2*, 13/12/2024, https://reliefweb.int/attachments/1bbbb7ba-42c9-4016-90b3-3a8ea2dff679/DRC_Quarterly%20Protection%20Report%202024_Q2_Southwest%20Cameroon.pdf [consulté le 03/04/2025]
- Danish Refugee Council (DRC), *Advocacy note: The state of the humanitarian crisis in the Northwest and Southwest regions of Cameroon*, 05/2024, <https://drc.ngo/media/2itpt3nb/chingo-nsw-advocacy-note-to-donors-may24.pdf> [consulté le 21/03/2025]
- Deutsche Welle (DW), *Les villes fantômes du Cameroun*, 30/10/2023, <https://www.dw.com/fr/cameroon-bamenda-anglophones-villes-fantomes-villes-mortes-s%C3%A9paratistes/a-67256806> [consulté le 26/03/2025]
- Foreign Policy, *Cameroon's Separatist Movement Is Going International*, 13/05/2019, <https://foreignpolicy.com/2019/05/13/camerouns-separatist-movement-is-going-international-ambazonia-military-forces-amf-anglophone-crisis/> [consulté le 27/10/2021]
- France 24, *Cameroon's Anglophone crisis: Separatists threaten French-speaking regions*, 09/02/2024, <https://www.france24.com/en/tv-shows/focus/20240209-cameroon-s-anglophone-crisis-separatists-threaten-french-speaking-regions> [consulté le 26/03/2025]
- France 24, *Cameroun anglophone : aux origines de la crise*, 04/10/2017, <https://www.france24.com/fr/20170518-cameroun-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise> [consulté le 27/10/2021]
- France 24, *Crise anglophone au Cameroun : un conflit qui persiste*, 18/11/2024, <https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20241118-crise-anglophone-au-cameroun-un-conflit-qui-persiste> [consulté le 04/04/2025]
- Freedom House, *Cameroon : Freedom in the World 2024 Country Report*, 15/05/2024, <https://freedomhouse.org/country/cameroon/freedom-world/2024> [consulté le 27/03/2025]
- Global Center for the Responsibility to Protect (GCR2P), *Cameroon*, 31/05/2021, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P), *Cameroon. Populations at risk*, 15/07/2020, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P), *Cameroon. Population at risk*, 29/02/2024, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 26/03/2025]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Armes artisanales au Cameroun : urgence d'une législation cohérente pour encadrer des pratiques traditionnelles*, 04/04/2016, <https://grip.org/armes-artisanales-au-cameroun-urgence-dune-legislation-coherente-pour-encadrer-des-pratiques-traditionnelles/> [consulté le 27/10/2021]
- Human Rights Watch (HRW), « *Ils détruisent notre avenir* ». *Attaques des séparatistes armés contre des élèves, des enseignants et des écoles dans les régions anglophones du Cameroun*, 16/12/2021, <https://www.hrw.org/fr/report/2021/12/16/ils-detruisent-notre-avenir/attaques-des-separatistes-armes-contre-des-eleves-des> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Des civils tués dans les régions anglophones*, 27/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/27/cameroun-des-civils-tues-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 04/04/2025]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones*, 27/06/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/06/27/cameroun-exactions-des-separatistes-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 26/03/2025]

- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Meurtres et disparitions imputables à l'armée dans la région du Nord-Ouest*, 11/08/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/11/cameroun-meurtres-et-disparitions-imputables-larmee-dans-la-region-du-nord-ouest> [consulté le 04/04/2024]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Nouveaux abus par des membres des deux camps*, 02/08/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/08/02/cameroun-nouveaux-abus-par-des-membres-des-deux-camps> [consulté le 23/01/2023]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Une vidéo montre des meurtres commis par des séparatistes armés*, 13/10/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/10/13/cameroun-une-video-montre-des-meurtres-commis-par-des-separatistes-armes> [consulté le 26/03/2025]
- Human Rights Watch (HRW), *Cinq ans après, les victimes d'un massacre au Cameroun attendent toujours que justice soit rendue*, 14/02/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/02/14/cinq-ans-apres-les-victimes-dun-massacre-au-cameroun-attendent-toujours-que-justice> [consulté le 21/03/2025]
- Human Rights Watch (HRW), *L'arrestation d'un chef séparatiste camerounais envoie un message fort*, 27/09/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/09/27/larrestation-dun-chef-separatiste-camerounais-envoie-un-message-fort> [consulté le 26/03/2025]
- Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2024 : Cameroun. Événements de 2023*, 11/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/cameroon> [consulté le 01/04/2025]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Dada Petel F., Vircoulon T.), *Les Peuls Mbororo dans le conflit anglophone : des luttes foncières locales au conflit régional*, 06/2022, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/dada_petel_vircoulon_peuls_2022.pdf [consulté le 03/04/2025]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires*, 10/2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_conflit_anglophone_cameroun_2019.pdf [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *A Second Look at Cameroon's Anglophone Special Status*, 31/03/2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b188-second-look-camerouns-anglophone-special-status> [consulté le 21/03/2025]
- International Crisis Group (ICG), *Arrest of Separatist Leader Puts Spotlight on Cameroon's Anglophone Conflict*, 16/10/2024, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroun-larrestation-dun-chef-separatiste-met-en-lumiere-le-conflit> [consulté le 26/03/2025]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon's Anglophone Crisis : How to Get to Talks?*, 02/05/2019, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/272-cameroon-anglophone-crisis_0.pdf [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : Etat fragile ?*, 25/05/2010, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroun-fragile-state> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19/10/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 02/08/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch Database. Cameroon : January 2024 – February 2025*, 2025, https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location_region%5B0%5D=1&location%5B0%5D=4&crisis_status=&created=custom&from_month=1&from_year=2024&to_month=3&to_year=2025&page=0 [consulté le 21/03/2025]
- International Crisis Group (ICG), *Huit priorités pour l'Union africaine en 2025*, 08/02/2025, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/african-union-regional-bodies/b205-eight-priorities-african-union-2025> [consulté le 21/03/2025]

- Jeune Afrique (Dougueli G.), *Cameroun : les Ambazoniens et le business du kidnapping*, 09/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1344633/politique/cameroun-les-ambazoniens-et-le-business-du-kidnapping/> [consulté le 03/04/2025]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Au Cameroun anglophone, une rentrée scolaire à nouveau endeuillée*, 05/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1479576/politique/au-cameroun-anglophone-une-rentree-scolaire-a-nouveau-endeuilee/> [consulté le 26/03/2025]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Au Cameroun, nouvel enlèvement d'un magistrat dans le Nord-Ouest anglophone*, 31/12/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1644948/politique/au-cameroun-nouvel-enlevement-dun-magistrat-dans-le-nord-ouest-anglophone/> [consulté le 03/04/2025]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Bamenda, capitale d'un « Cameroon » sous blocus*, 02/12/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1628006/politique/bamenda-capitale-dun-cameroon-sous-blocus/> [consulté le 21/03/2025]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Entre lockdown et kidnapping, l'interminable calvaire du Cameroun anglophone*, 03/10/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1615859/politique/entre-lockdown-et-kidnapping-linterminable-calvaire-du-cameroun-anglophone/> [consulté le 03/04/2025]
- Jeune Afrique, *Au Cameroun, une population « entre le marteau de la répression et l'enclume de la rébellion »*, 04/12/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1637204/politique/au-cameroun-une-population-entre-le-marteau-de-la-repression-et-lenclume-de-la-rebellion/> [consulté le 21/03/2025]
- Koaci, *Cameroun : Crise anglophone, le BIR renforce la sécurité dans le Sud-Ouest avec la construction de deux nouveaux camps militaires*, 13/02/2025, https://www.koaci.com/article/2025/02/13/afrique/politique/cameroun-crise-anglophone-le-bir-renforce-la-securite-dans-le-sud-ouest-avec-la-construction-de-deux-nouveaux-camps-militaires_184482.html [consulté le 04/04/2025]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, dans les régions anglophones, la crise se durcit*, 18/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/au-cameroun-dans-les-regions-anglophones-la-crise-se-durcit_5064740_3212.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les négociations avec la partie anglophone dans l'impasse*, 03/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse_5057153_3212.html#7PcleHSQSiVbbzjB.99 [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde, *Au Cameroun, une élue locale assassinée à Bamenda, capitale de la région anglophone du Nord-Ouest*, 29/10/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/29/au-cameroun-une-elue-locale-assassinee-a-bamenda-capitale-de-la-region-du-nord-ouest-anglophone_6364599_3212.html [consulté le 27/03/2025]
- Le Vif, *Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun*, 19/02/2018, <https://www.levif.be/actualite/international/cinq-choses-a-savoir-sur-la-crise-anglophone-au-cameroun/article-normal-801973.html> [consulté le 27/10/2021]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *Cameroon Newsletter. Quarterly Newsletter, Issue #5 – August 2024*, 23/10/2024, https://reliefweb.int/attachments/6e3036bc-49ef-4842-ad13-7319fbcab53f/CM%20Newsletter%20No%205%20-%20August%202024_EN_FINAL.pdf [consulté le 02/04/2025]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *Cameroun, Rapport annuel 2024. Programme Cameroun*, 02/2025, https://reliefweb.int/attachments/5ddbbaab-5754-44c5-9daa-70af9824e978/FINAL_Rapport%20Annuel%20CM_FR%202024_Low%20resolution.pdf [consulté le 01/04/2025]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *Cash assistance offers a lifeline in Cameroon*, 18/12/2023, <https://www.nrc.no/perspectives/2023/cash-assistance-offers-a-lifeline-in-cameroon/> [consulté le 04/04/2024]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *Once again, Burkina Faso is the world's most neglected crisis*, 03/06/2024, <https://www.nrc.no/news/2024/june/once-again-burkina-faso-is-the-worlds-most-neglected-crisis/> [consulté le 21/03/2025]

Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises 2023*, 03/06/2024, https://reliefweb.int/attachments/40ce5246-67c9-453f-9f2c-a00e48d83024/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-2023_english.pdf [consulté le 21/03/2025]

Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *UN Human Rights Chief deeply alarmed by reports of serious rights breaches in Cameroon*, 25/07/2018, <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23404&LangID=E> [consulté le 27/10/2021]

Organisations des Nations unies (ONU) info, *En visite au Cameroun, le chef des droits de l'homme de l'ONU juge essentielle la lutte contre l'impunité*, 07/08/2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/08/1147736> [consulté le 21/03/2025]

Organisations des Nations unies (ONU)-Habitat, *Appui à la planification urbaine et des infrastructures dans le contexte migratoire. Douala. Cameroun*, 02/2024, https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/02/profil_spatial_douala.pdf [consulté le 26/03/2025]

Peace News, *Sexual and Gender-Based Violence as Punishment in Cameroon's Anglophone Crisis*, 04/12/2024, <https://peacenews.com/sexual-and-gender-based-violence-as-punishment-in-camerouns-anglophone-crisis/> [consulté le 26/03/2025]

Plan International, *La situation des filles dans le monde 2024. Nous rêvons encore: les filles et les jeunes vivant dans des situations de conflit*, 10/2024, https://plan-international.org/uploads/2024/10/SOTWGR24_FullReport-Francais.pdf [consulté le 26/03/2025]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun anglophone : récit d'une victime d'un kidnapping [4/4]*, 20/03/2025, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20250319-cameroun-le-t%C3%A9moignage-bouleversant-d-une-rescap%C3%A9e-enlev%C3%A9e-pour-une-ran%C3%A7on-4-4> [consulté le 03/04/2025]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun anglophone: à Buea, les échos de la crise dans la vie quotidienne*, 21/03/2025, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20250320-cameroun-anglophone-%C3%A0-buea-les-%C3%A9chos-de-la-crise-dans-la-vie-quotidienne> [consulté le 01/04/2025]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun anglophone: la société civile dénonce la pratique du «calé calé» [3/4]*, 19/03/2025, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20250318-cameroun-le-fl%C3%A9au-du-cal%C3%A9-cal%C3%A9-ou-quand-les-forces-de-l-ordre-rackettent-les-civils-3-4> [consulté le 27/03/2025]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: la nouvelle stratégie des séparatistes*, 23/09/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210923-cameroun-la-nouvelle-strat%C3%A9gie-des-s%C3%A9paratistes> [consulté le 07/02/2024]

Radio France internationale (RFI), *Crise anglophone au Cameroun: le «statut spécial», une mutation institutionnelle controversée*, 15/10/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221015-crise-anglophone-au-cameroun-le-statut-sp%C3%A9cial-une-mutation-institutionnelle-controvers%C3%A9e> [consulté le 04/04/2024]

Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), Trauma Center Cameroon (TCC), Center for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), Organisation mondiale contre la torture (OMCT), International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT), *Cameroun : Un État, deux systèmes parallèles. Contradictions dans la prévention et la lutte contre la torture, les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, 11/2024, https://www.omct.org/site-resources/images/RAPPORT-OSC_CAT_CAM-2024-vf-2.pdf [consulté le 26/03/2025]

Réseau international des journalistes (IJNet) (Nukapuh M. P.), *Comment la crise anglophone au Cameroun met à mal le journalisme*, 26/02/2025, <https://ijnnet.org/fr/story/how-cameroon%E2%80%99s-anglophone-crisis-undermining-journalism> [consulté le 02/04/2025]

The Africa Report (Foute F.), *Cameroon's separatists celebrate 'Ambazonian independence'*, 07/10/2024, <https://www.theafricareport.com/363799/camerouns-separatists-celebrate-ambazonian-independence/> [consulté le 26/03/2025]

The Conversation, *Règlement de la crise anglophone au Cameroun : pourquoi l'État refuse l'aide étrangère*, 03/02/2025, <https://theconversation.com/reglement-de-la-crise-anglophone-au-cameroun-pourquoi-letat-refuse-laide-etrangere-248567> [consulté le 04/04/2025]

The Global Centre for the Responsibility (GCR2P), *Populations at risk. Cameroon*, 14/03/2025, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 21/03/2025]

The Guardian, *'What were you expecting? A bloodless war?': how Cameroon became trapped in a forgotten standoff*, 21/11/2024, <https://www.theguardian.com/global-development/2024/nov/21/what-were-you-expecting-a-bloodless-war-how-cameroon-became-trapped-in-a-forgotten-standoff> [consulté le 21/03/2025]

The New Humanitarian (TNH), *Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements*, 08/07/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/07/08/Cameroon-Ambazonia-conflict-peace-whos-who> [consulté le 27/10/2021]

The New Humanitarian (TNH), *Why the spoils of war may outweigh incentives for peace in Cameroon*, 19/07/2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2022/07/19/Cameroon-anglophone-crisis-separatism-secession-elusive-peace> [consulté le 03/04/2025]

United Nations Children's Fund (UNICEF), *Cameroon. Humanitarian Situation Report No. 4 Reporting Period 1 January to 31 December 2024*, 06/02/2025, <https://www.unicef.org/media/167521/file/Cameroon-Humanitarian-SitRep-31-December-2024.pdf> [consulté le 26/03/2025]

United Nations Children's Fund (UNICEF), *From despair to hope : a child's journey back to education*, 27/12/2024, <https://unicefcameroon.medium.com/from-despair-to-hope-a-childs-journey-back-to-education-26a2040cd823> [consulté le 26/03/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Factsheet - UNHCR Cameroon Response Janvier 2025*, 25/03/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/115343> [consulté le 02/04/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Operational Data Portal Cameroon*, 28/02/2025, <https://data.unhcr.org/en/country/cmr> [consulté le 21/03/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Cameroon - Statistics - February 2025*, 28/02/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/114975> [consulté le 02/04/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR CAMEROON MCO : Refugees and Internally Displaced Persons Movement (February 2025)*, 28/02/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/114973> [consulté le 02/04/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West Situation Report No.73 (January 2025)*, 13/03/2025, https://www.unocha.org/attachments/e3975c05-ef53-42c5-93f4-8689bc5d41a6/SITREP_NWSW_January%202025_FV.pdf [consulté le 02/04/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North-West and South-West - Situation Report No. 60 (December 2023)*, 09/02/2024, https://reliefweb.int/attachments/a6f7eabd-5258-4fa4-a36b-1ad0a63ee8b4/SITREP_NWSW_December%202023_final%20kp.pdf [consulté le 04/04/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Needs Overview Cameroon*, 11/05/2023, https://www.unocha.org/attachments/fb6e7f31-3931-463a-b9d6-5d243e9f3071/CMR_HNO_2023_v7_20230405.pdf [consulté le 04/04/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West - Situation Report No. 57 (August 2023)*, 10/2023, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-situation-report-no-57-august-2023> [consulté le 04/04/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North-West and South-West. Situation Report No.72. December 2024*, 11/02/2025, https://reliefweb.int/attachments/0da0c3c0-8ad2-4d3f-97ab-983cd3f265a6/OCHA_SITREP_NWSW_December%202024-FV.pdf.pdf [consulté le 21/03/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North-West and South-West. Situation Report No. 69 - September 2024*, 04/11/2024, https://www.unocha.org/attachments/6a09f20e-1feb-4cf2-b633-cbb8a537e141/SITREP_NWSW_September%202024.pdf [consulté le 21/03/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Needs Overview Cameroon*, 04/2024, https://www.unocha.org/attachments/32c8a7cb-5dac-4c5f-92ec-f232a7bed6d0/CMR_HNO_2024_EN_20240123_v2%20%281%29.pdf [consulté le 21/03/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North-West and South-West - Situation Report No. 60 (December 2023)*, 09/02/2024, https://reliefweb.int/attachments/a6f7eabd-5258-4fa4-a36b-1ad0a63ee8b4/SITREP_NWSW_December%202023_final%20kp.pdf [consulté le 26/03/2025]

United Nations Population Fund (UNFPA), *Cameroon Humanitarian Situation Report #18 - 1-31 March 2024*, 01/04/2024, <https://reliefweb.int/attachments/9c47e0b7-5dc5-4473-9a16-f3f60fc8ce7b/UNFPA%20Cameroon%20Humanitarian%20Situation%20Report%20%2318%20-%201-31%20March%202024.pdf> [consulté le 27/03/2025]

United States Department of State (USDOS), *2023 Country Reports on Human Rights Practices : Cameroon*, 22/04/2024, <https://www.state.gov/reports/2023-country-reports-on-human-rights-practices/cameroon/> [consulté le 21/03/2025]

Voice of America (VOA), *Au Cameroun, libération d'un magistrat enlevé dans le Nord-Ouest anglophone*, 07/01/2025, <https://www.voafrique.com/a/au-cameroun-lib%C3%A9ration-d-un-magistrat-enlev%C3%A9-dans-le-nord-ouest-anglophone/7927743.html> [consulté le 01/04/2025]

Voice of America (VOA), *Des "défis multiples et complexes en matière de droits humains" au Cameroun selon l'ONU*, 12/08/2024, <https://www.voafrique.com/a/volker-t%C3%BCrk-fait-%C3%A9tat-de-d%C3%A9fis-multiples-et-complexes-en-mati%C3%A8re-de-droits-humains-au-cameroun/7738845.html> [consulté le 03/04/2025]

Voice of America (VOA), *Rights groups accuse Cameroon government of abandoning vulnerable civilians*, 12/08/2024, <https://www.voanews.com/a/rights-groups-accuse-cameroon-government-of-abandoning-oppressed-civilians/7739572.html> [consulté le 26/03/2025]

Voice of America (VOA), *Un passé colonial tumultueux à l'origine de la crise anglophone au Cameroun*, 02/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/cameroun-un-pass%C3%A9-colonial-tumultueux-%C3%A0-l-origine-de-la-crise-anglophone/4595827.html> [consulté le 27/10/2021]

WATHI, *Cameroun: désamorcer la crise anglophone*, 06/11/2020, <https://www.wathi.org/cameroun-desamorcer-la-crise-anglophone/> [consulté le 23/01/2023]

World Health Organization (WHO), Health Cluster, *Cameroon: Public Health Situation Analysis (PHSA) (06 February 2025)*, 06/02/2025, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-public-health-situation-analysis-phsa-06-february-2025> [consulté le 03/04/2025]